



Assemblée générale

PROVISOIRE

A/41/PV.16
3 octobre 1986

FRANCAIS

Quarante et unième session

ASSEMBLEE GENERALE

COMPTE RENDU STENOGRAPHIQUE PROVISOIRE DE LA SEIZIEME SEANCE

Tenue au Siège, à New York,
le mardi 30 septembre 1986, à 10 heures

Président : M. CHOUDHURY (Bangladesh)
Puis : M. FERM (Suède)
(Vice-Président)

Allocution de Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique

Débat général [9] (suite)

Déclarations de

M. Jankowitsch (Autriche)
M. Varkonyi (Hongrie)
M. Shamir (Israël)
M. Barrow (Belize)

Le présent compte rendu contient le texte des discours prononcés en français et l'interprétation des autres discours. Le texte définitif sera publié dans les Documents officiels de l'Assemblée générale.

Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être présentées, dans un délai d'une semaine, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, Département des services de conférence, bureau DC2-G750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

La séance est ouverte à 10 h 15.

ALLOCUTION DE SON ALTESSE ROYALE SAMDECH NORODOM SIHANOUK, PRESIDENT DU KAMPUCHEA DEMOCRATIQUE

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : L'Assemblée va entendre une déclaration de Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique.

Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique, est escortée dans la salle de l'Assemblée générale.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, j'ai l'honneur de souhaiter la bienvenue aux Nations Unies à Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique. Je l'invite à prendre la parole devant l'Assemblée.

Le président NORODOM SIHANOUK : Je suis très honoré d'aborder cette allocution en rendant un hommage, combien mérité, à l'homme d'Etat qui a la lourde charge de conduire nos travaux pendant la présente session, et qui a été élevé à son poste par un vote unanime de cette assemblée.

Nous connaissons, Monsieur le Président, votre sagesse, votre expérience et votre impartialité. Eminent fils du Bangladesh, vous êtes issu d'un pays qui joue un rôle très positif par sa fidélité à la Charte des Nations Unies et l'ardeur qu'il apporte à la coopération régionale, dont Dacca est un des hauts-lieux, et internationale. Il m'est, en outre, agréable de souligner que votre grand pays et le mien ont toujours entretenu des relations confiantes et amicales.

Qu'il me soit aussi permis de rendre hommage à votre éminent prédécesseur, S. Exc. Don Jaime de Piniés, qui a dirigé nos travaux pendant la quarantième session avec grandes sagesse et compétence.

Le président Norodom Sihanouk

Je crois exprimer le sentiment de tous en adressant notre très cordial et affectueux salut à S. Exc. Javier Pérez de Cuéllar, notre Secrétaire général, dont le dévouement exemplaire à sa noble tâche, la détermination et le courage, n'ont fait qu'accroître la reconnaissance et l'admiration que nous lui portons. Il n'a pas ménagé ses efforts et ses initiatives pour diminuer la tension dans le monde, cherchant toujours aux nombreux problèmes qui nous accablent une solution juste et équitable, dans le cadre du haut mandat qui lui a été confié par notre organisation.

Même si, de temps à autre, il a été tenté de céder au découragement, il a persévéré dans la voie qu'il s'était tracée, fidèle en cela à la devise qui fut jadis celle du chef d'Etat d'un petit et noble pays : "Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre, ni de réussir pour persévérer".

Voilà de longues années que je monte à cette tribune pour vous exposer les douloureux problèmes de mon pays, le Cambodge. C'est un petit pays peu peuplé, sans autres ressources qu'agricoles et dont une partie notable de la population a dû choisir l'exil pour préserver ses coutumes, sa liberté et parfois sa vie.

Le Cambodge, le Kampuchea en langue khmère, a été grand et puissant au temps d'un empire qui a laissé, à son apogée, des monuments qui émerveillent encore l'humanité. Au XVIIIe siècle, nos voisins annamites (alias vietnamiens) nous arrachèrent, par force ou par ruse, nos riches provinces de l'Est, que nous appelions le Bas-Cambodge et dont ils firent, avec l'aide de la puissance coloniale d'alors, la Cochinchine, maintenant le Sud-Viet Nam.

Nous avons eu la sagesse, connaissant notre relative faiblesse et voulant mettre fin aux querelles qui nous opposaient au Viet Nam, de proclamer que nous nous contentions des frontières issues de la colonisation française, pourvu qu'elles fussent sûres et reconnues. Notre seule, mais légitime ambition, était de vivre entre nous en paix et en sécurité, nous consacrant entièrement à notre développement économique et au mieux-être de nos compatriotes.

Un pays pacifique et laborieux, voilà ce qu'était le Cambodge avant 1970.

Sachant que le Viet Nam, Nord et Sud, était dix fois plus peuplé que le Cambodge et disposait de la quatrième armée du monde, je m'étais efforcé de pratiquer vis-à-vis de lui une politique de compréhension, de conciliation et d'amitié. Bien que nous fussions officiellement neutres, j'avais accordé des facilités aux guérilleros vietnamiens en lutte contre le régime de Saïgon,

Le président Norodom Sihanouk

acceptant qu'ils stationnent dans quelques régions frontalières inhabitées et leur permettant de recevoir des armes et du ravitaillement via nos ports et nos frontières.

En échange de cette aide, que je crois précieuse, j'avais obtenu ce qui comptait le plus à mes yeux. En 1967, le Gouvernement révolutionnaire provisoire du Sud-Viet Nam, puis le Gouvernement de la République démocratique du Viet Nam Nord, reconnaissaient et garantissaient solennellement l'indépendance et la souveraineté du Cambodge, selon notre propre formulation, "dans ses frontières actuelles".

Nous pouvions donc, nous Khmers, nous croire désormais en sûreté.

Hélas, le Viet Nam réunifié, après avoir signé un traité qui est en fait un pacte militaire avec l'Union soviétique, lança le jour de Noël 1978 sa puissante infanterie, ses blindés et ses avions contre le Kampuchea, dont il submergea les troupes bien moins nombreuses, malgré leur héroïque résistance. Le dessein de Hanoi n'était pas, comme il l'a prétendu, de "venir au secours du peuple khmer frère par souci humanitaire", mais tout simplement de réaliser le projet de la "Fédération indochinoise", projet conçu dès les années 30 lors de la fondation du "Parti communiste indochinois".

Ce projet de "Fédération indochinoise" avec Hanoi comme capitale, les Vietnamiens, quoi qu'ils en disent aujourd'hui, ne l'avaient jamais abandonné.

Ainsi, un pays qui avait consenti de si grands efforts et sacrifices pour se libérer de la domination étrangère, et qui avait de ce fait gagné l'estime générale, se révélait-il brusquement une puissance expansionniste et colonialiste, reniant sans vergogne ses engagements les plus solennels vis-à-vis d'un petit pays voisin, tenant pour rien la lettre et l'esprit de la Charte des Nations Unies, bafouant les sages résolutions prises par notre organisation pour mettre fin à la guerre au Cambodge.

Ainsi, la République socialiste du Viet Nam se découvrait-elle comme une nation sans parole et sans honneur. Elle perdait du coup la sympathie de ses amis, ne trouvant plus à ses côtés, comme protecteur et financier, que l'Union soviétique, qui y possédait des intérêts stratégiques et politiques. Au contraire, ce sont les diverses composantes de la résistante khmère, formant la coalition du Kampuchea démocratique, qui remportent, d'année en année, un soutien toujours plus large de la communauté internationale.

Le président Norodom Sihanouk

Depuis huit ans que nous sommes occupés, nous menons conjointement, sans nous lasser, les initiatives militaires et les initiatives diplomatiques.

Cette année, la situation militaire au Cambodge a changé d'aspect. Les combats les plus intenses ne se déroulent pas à la frontière avec la Thaïlande, mais plus profondément à l'intérieur du pays. Malgré la construction, sur ordre des Vietnamiens, par des travailleurs forcés cambodgiens, d'un fossé truffé de mines du côté khmer de la frontière, à l'instar de la ceinture minée construite par le régime d'apartheid de Pretoria aux frontières de la Namibie, nos unités de la résistance sont parvenues à mener une action énergique autour du Tonlé Sap (Grand Lac), dans les plaines fertiles et peuplées, dans les alentours immédiats de Phnom Penh et même à proximité de la frontière vietnamienne.

Nos forces ont détruit de nombreux centres administratifs vietnamiens dans les villages et les communes à travers le pays et attaqué à plusieurs reprises des chefs lieux de district et de province, telles les villes de Siemreap, Kompong Thom, Battambang, Pursat et Kompong Speu, jusqu'à l'aéroport international de Pochentong, aux portes de Phnom Penh.

Ces raids audacieux, effectués avec des effectifs de plus en plus importants, ont à chaque fois pris l'ennemi par surprise et lui ont causé de lourdes pertes en hommes et en matériel.

La multiplication et l'efficacité de ces raids n'ont été possibles que grâce à la participation active de la population, qui nous renseigne et nous guide, et grâce au concours des soldats khmers enrôlés de force par l'agresseur vietnamien dans l'armée fantoche de Heng Samrin, qui accordent à nos combattants un soutien fraternel. Le sentiment de révolte, sensible déjà chez les villageois, a gagné les troupes de Heng Samrin qui, à bien des reprises, s'insurgent contre leurs chefs vietnamiens, les éliminent, puis gagnent le maquis et se joignent dès qu'elles le peuvent à la résistance nationale. Ces faits d'armes se répandent dans tout le pays d'autant plus rapidement que nos guérilleros sont maintenant quasiment partout, notamment auprès de nos villages, pour en protéger les habitants.

Les forces d'occupation vietnamiennes au Cambodge sont désormais dans une impasse. Elles savent du reste, par leur propre expérience, qu'une résistance nationale qui a l'appui du peuple ne saurait être vaincue.

Le président Norodom Sihanouk

En même temps que nous menions la lutte patriotique armée, nous avons cherché à offrir à nos adversaires la possibilité de parvenir à une solution négociée, satisfaisante pour les deux parties. Nous voulons, s'ils sont d'accord, établir avec les Vietnamiens un arrangement qui bénéficie à nos deux pays et peuples et leur permette d'établir, dès la paix revenue, des rapports d'amitié et de coopération basés sur les "Cinq principes" de la coexistence pacifique, dans l'égalité, le respect mutuel et l'intérêt réciproque.

Cet appel à l'entente et à la paix, vous êtes témoins que je le renouvelle chaque année à cette tribune au nom de mon pays, de son gouvernement de coalition et en mon nom propre.

Chaque année, la République socialiste du Viet Nam choisit, dans son orgueil, d'ignorer nos propositions de paix, comme celles de nos voisins et amis du Sud-Est asiatique, ainsi que les justes résolutions de l'ONU à propos du Kampuchea.

Le Viet Nam, contre l'opinion de toute la communauté internationale, feint de ne reconnaître comme Gouvernement légitime du Cambodge que l'équipe fantoche qu'il a mise en place au lendemain de l'occupation de notre capitale et qui, faut-il le dire, ne resterait pas un jour au "pouvoir" si elle n'était sous la protection permanente des forces armées vietnamiennes.

Mais nous voulons être ménagers du sang de nos compatriotes et mettre fin aux souffrances de ceux qui vivent dans les camps exposés et parfois bombardés sur la frontière.

Tandis que le Viet Nam poursuit inlassablement la guerre, dans l'espoir obstiné, mais qui, chaque année, s'éloigne un peu plus de lui, d'une solution militaire, le régime fantoche du Kampuchea dit "populaire" se désintègre chaque jour davantage sous la poussée irrésistible de tout le peuple patriote et de ses forces de résistance nationale. La presse internationale a donné de larges comptes rendus de l'aggravation constante de la situation dans notre pays et au Viet Nam même. Qu'on me permette de citer des extraits significatifs de cette presse :

Dans le New York Times du 23 décembre 1985, Mme Barbara Crosette rapporte que :

(l'orateur poursuit en anglais)

"Des témoignages impartiaux de résidents du Phnom Penh indiquent que (les guérilleros) sont régulièrement à portée de canon de la ville. En septembre, ils ont lancé des obus sur le dépôt central de carburant de la capitale, a déclaré un résident de la ville.

Le président Norodom Sihanouk

Ce même résident a expliqué que les explosions avaient ébranlé les immeubles dans un large périmètre. C'est simplement parce que plusieurs obus n'ont pas explosé que l'ensemble du dépôt n'a pas été détruit, a-t-il ajouté."

(l'orateur poursuit en français)

Le quotidien The Nation Review du 16 janvier 1986, fait remarquer que

(l'orateur poursuit en anglais)

"Dans un rare briefing militaire pour les journalistes occidentaux, le général Trang Cong Man, éditeur en chef du journal de l'armée du Viet Nam ... a admis que pendant la présente saison sèche (les guérilleros) ont 'harcelé' les banlieues de la capitale kampuchéenne, Phnom Penh, l'importante capitale provinciale du nord-ouest, Siemreap, et d'autres régions. Ces incidents étaient rares avant 1984 et de vastes zones du pays, ouvertes jusqu'alors aux étrangers, leurs sont maintenant fermées pour des raisons de sécurité..."

(l'orateur poursuit en français)

L'AFP du 26 mars 1986 rapporte que :

"Les autorités provietnamiennes du Cambodge ont réquisitionné les monastères et temples bouddhiques pour des réunions de propagande en faveur de l'armée, dans le cadre d'une vaste campagne de recrutement... Cette campagne est l'objet d'une circulaire du Comité central du parti communiste au pouvoir à Phnom Penh, adoptée alors que l'armée provietnamienne connaît apparemment des problèmes de discipline."

Selon le câble de l'AFP, la circulaire demande aux autorités locales d'organiser des réunions visant à "disséminer" l'information sur le rôle des forces armées et les devoirs de défense de toute la population". "Cet appel", souligne l'AFP, "confirme indirectement des affirmations de la Thaïlande et de la résistance khmère selon lesquelles des désertions se sont produites dans l'armée provietnamienne... La revue des forces de Phnom Penh, l''Armée révolutionnaire', avait déjà laissé entrevoir en février des problèmes de discipline et d'encadrement critiquant un nombre non précisé d'unités et de commandants pour leur manque d'enthousiasme et leur faible niveau idéologique. Une source bien informée des questions militaires à Hanoi avait récemment reconnu que les troupes de Phnom Penh 'manquent d'expérience'."

Le New York Times du 5 avril 1986 écrit :

Le président Norodom Sihanouk

(l'orateur poursuit en anglais)

"Un an après que les Vietnamiens ont envahi les camps de guérilleros le long de la frontière entre la Thaïlande et le Cambodge, (les forces de résistance kmères) renforcent leur activité dans presque toute la province cambodgienne, selon des dirigeants de la guérilla et des diplomates.

Des rapports sont parvenus en Thaïlande au sujet d'attaques de la guérilla, certaines près de Phnom Penh. Plusieurs diplomates estiment que les Vietnamiens ... (sont) en sûreté dans leurs garnisons, mais ne contrôlent pas la campagne...

De façon inhabituelle, une confirmation de la gravité de la situation à l'intérieur du Cambodge nous est fournie par le journal soviétique, la Pravda. Un rapport de l'agence de presse cambodgienne (du régime de Phnom Penh) indique que l'aide économique soviétique sera doublée dans les cinq prochaines années. Selon des chiffres soviétiques, l'année dernière, cette aide s'est élevée à 138,6 millions de dollars. Les désordres causés par la guérilla viennent s'ajouter aux problèmes économiques déjà graves que connaît le Cambodge, peut-on lire dans la Pravda, qui ajoutait que, dans la campagne, le parti communiste cambodgien attirait de moins en moins de membres malgré des programmes d'éducation idéologique..."

(l'orateur poursuit en français)

La revue The Economist du 19 avril 1986 écrit :

(l'orateur poursuit en anglais)

"Le Gouvernement de Heng Samrin, avec l'aide des soldats vietnamiens qui sont installés dans son pays depuis 1978, essaie encore de contrôler le Kampuchea. Ce contrôle leur échappe de plus en plus... Pendant l'hiver 1984-1985, les Vietnamiens ont éliminé tout un réseau de camps de guérilleros le long de la frontière entre le Kampuchea et la Thaïlande... Les guérilleros sont de nouveau en activité. Le général de brigade Tran Cong Man, éditeur en chef du journal de l'armée vietnamienne, estime qu'il y a maintenant entre 8 000 et 12 000 guérilleros au Kampuchea. Un diplomate communiste de la capitale, Phnom Penh, évalue ce chiffre à 15 000... Les guérilleros sont devenus de plus en plus difficiles à attraper..."

Le président Norodom Sihanouk

Selon Jean-Claude Pomonti, dans le journal Le Monde du dimanche 4-
lundi 5 mai 1986 :

"On constate que les mesures de sécurité se sont renforcées au Cambodge depuis l'été 1985. En août de cette année-là, le service militaire, obligatoire pour les hommes âgés de 18 à 30 ans, a été porté de deux ans à cinq ans. Autour des villages de certaines provinces, les palissades ont été renforcées et un couvre-feu nocturne a été renforcé.

Depuis cette époque, l'autorisation de la police est requise pour circuler entre districts. De nouvelles cartes d'identité ont été également distribuées. Depuis janvier 1986, à Phnom Penh, les patrouilles se sont renforcées et chaque groupe de dix familles doit fournir deux hommes pour les gardes de nuit. Des mesures identiques ont été prises, au moins dans certaines villes de province... Le chef du régime de Phnom Penh, M. Héng Samrin, a admis que les actions de la résistance posaient des 'problèmes complexes' à son administration. Dans une circulaire du parti communiste cambodgien, diffusée le 3 avril par Radio-Phnom Penh, il a même précisé que 'les nouvelles manoeuvres des forces ennemies ont causé provisoirement des problèmes complexes, çà et là, dans tel ou tel département'."

René Backmann, dans l'hebdomadaire Le Nouvel Observateur de la dernière semaine du mois d'août 1986, rapporte ce qui suit :

"Il y a quatre ans, en avril 1982, j'avais été autorisé à traverser tout le pays, de Takéo, près de la frontière vietnamienne, à Sisophon, au bord de la frontière thaïlandaise. Les ponts, les gares, les villages étaient étroitement surveillés par des soldats vietnamiens et cambodgiens, mais la circulation était libre et dense. Aujourd'hui, les journalistes ne sont plus autorisés qu'à se rendre à Kompong Speu, à une cinquantaine de kilomètres de la capitale, et ceux qui veulent aller à Siemreap et à Angkor doivent le faire à bord d'un Antonov 24 d'Air Kampuchea, piloté par un équipage soviétique. Les routes ne sont plus sûres.

L'insécurité, essentiellement due à l'activité des [forces de la résistance], commence aux portes de Phnom Penh... Il est clair qu'ils [c'est-à-dire les combattants de la résistance nationale] sont capables de

Le président Norodom Sihanouk

frapper presque partout, en dehors des villes. Ils minent les routes, tirent au lance-roquettes sur les camions et les trains... 'C'est vrai que la situation militaire n'est pas fameuse' admet un responsable vietnamien, qui me reçoit dans le salon frais d'une villa, quelque part dans Phnom Penh et qui refuse d'être identifié... 'La situation n'est pas facile ici, pour nous. Nous avons fait des bêtises, et nous en referons, c'est sûr. Et je ne vous convaincras pas si je vous dis que nous sommes adorés par tout le monde...'

L'état sanitaire de la population est médiocre. Les maladies pulmonaires, le paludisme, les parasitoses, la malnutrition font des ravages. 'La mortalité infantile reste très élevée, surtout à cause de la tuberculose', constate le docteur Sau Sokhonn, directeur de l'Hôpital du 7 janvier. Au Centre national d'hygiène et d'épidémiologie, le docteur Khun Ngeth m'expose longuement le rôle théorique de son service, puis finit par admettre que sur 1 350 000 enfants de moins de cinq ans, 63 000 seulement ont été vaccinés contre la tuberculose. L'UNICEF a pourtant offert des vaccins...

Dans ma chambre, à l'hôtel Monorom, les tiroirs sont toujours tapissés d'anciens numéros de la Pravda. Cinq ou six cinémas ont rouvert leurs portes. Ils projettent des films soviétiques ou vietnamiens devant des salles aux trois quarts vides...

Les 'experts' soviétique, toujours en groupes, dans leurs Volga grises ou leurs minibus, sont un peu moins discrets qu'il y a quatre ans... La colonie vietnamienne paraît s'être étoffée. En plus des 'conseillers', en chemisette blanche, et des soldats, en vert olive, ... on croise désormais en ville des ménagères en pantalon noir traditionnel, tunique claire et chapeau conique, qui font leurs courses...

Les 'pharmaciens sauvages' de O Russei, qui écoulaient des médicaments volés aux réserves de l'Etat - alimentées par l'UNICEF - ou importés clandestinement, sont devenus des pharmaciens quasi officiels, qui vendent aux prix du marché noir tous les médicaments qui manquent actuellement dans les hopitaux... Les employés du Ministère de la santé détournent des médicaments fournis par l'UNICEF... Les médecins à 300 riels par mois désertent l'hôpital pour donner des consultations dans leurs appartements.

La guerre continue. Et elle coûte cher, en hommes et en argent. Les experts soviétiques et vietnamiens sont payés en dollars...

Le président Norodom Sihanouk

La décision d'appeler sous les drapeaux pour trois ans tous les hommes entre 16 et 30 ans, puis de mobiliser pendant trois mois des dizaines de milliers de civils pour débroussailler les abords des routes et aménager des champs de mines le long de la frontière thaïlandaise a été très impopulaire. D'autant que les 'volontaires' sont rentrés à Phnom Penh en rapportant une forme de malaria particulièrement résistante, qui a fait des ravages. Et les soldats amputés, victimes des mines, qui quêtent un bol de riz aux portes des restaurants, rappellent à chaque instant aux habitants que la guerre est aux portes de la capitale.

Aujourd'hui, l'avenir semble bouché et les dirigeants [fantoques] du Kampuchea supportent de plus en plus mal une 'quarantaine' diplomatique qui dure depuis sept ans... Fermé sur lui-même ... le pays vivote dans une torpeur impénétrable, pleine de chagrin, de résignation et de rêves. A l'aéroport, le douanier qui a contrôlé mes bagages au moment du départ a vu que j'emportais des lettres pour des Cambodgiens émigrés en France. Il a froncé les sourcils, puis il a souri et il m'a demandé si je voulais bien prendre aussi les siennes...".

L'occupation du Kampuchea - et celle du Laos - a drainé les faibles ressources humaines et matérielles du Viet Nam, de sorte que les difficultés intérieures éclatent maintenant au grand jour. Dans un article publié le 5 mai 1986, dans le quotidien Nhan Dan et dans la Revue communiste, organe théorique du parti communiste vietnamien, le numéro deux et "l'homme fort" du parti communiste vietnamien, M. Le Duc Tho, écrit ce qui suit :

"Beaucoup parmi les cadres et membres du parti, voyant les difficultés de l'économie et des conditions de vie du peuple, s'inquiètent et se demandent comment nous allons nous dégager de cette difficile situation et, en général, se demandent où va le pays... La corruption, la contrebande, l'enrichissement, la débauche et la dépravation, la bonne chère et le pot de vin sont des phénomènes largement répandus au sein des cadres et membres du parti... Cette situation existe partout et à tous les niveaux. Elle cause un grand gaspillage dans la production et la vie du peuple, dégénère les cadres et les membres du parti et diminue la confiance des masses. On peut dire que, dans notre parti, il n'y a jamais eu auparavant une dégénérescence des vertus et dans la façon de vivre comme aujourd'hui...".

Le président Norodom Sihanouk

Le prestige international que le Viet Nam a pu bâtir avec le sang versé par son peuple dans une lutte juste au cours de plusieurs décennies, a maintenant fondu dans le creuset de sa politique colonialiste anachronique.

Malgré les difficultés toujours croissantes que rencontre le Viet Nam, nous avons cherché une fois encore à faire comprendre aux dirigeants de Hanoi qu'il était de leur intérêt bien compris de négocier avec leurs adversaires, c'est-à-dire les représentants légitimes du peuple du Kampuchea.

C'est dans ce but que le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique a, le 17 mars dernier, fait à la République socialiste du Viet Nam une proposition en huit points pour un règlement politique du problème du Kampuchea, proposition qui est conforme aux résolutions pertinentes de l'ONU et à la Déclaration de la Conférence internationale sur le Kampuchea de juillet 1981. Permettez-moi de rappeler brièvement ces huit points :

Le président Norodom Sihanouk

Premièrement, négociation entre le Gouvernement de coalition du Kampuchea démocratique et la République socialiste du Viet Nam sur le retrait total des troupes vietnamiennes du Kampuchea dans un délai clairement défini. Nous acceptons que ce retrait se fasse en deux étapes.

Deuxièmement, après la conclusion de l'accord sur le retrait, il y aura un cessez-le-feu.

Troisièmement, le retrait des troupes vietnamiennes et le cessez-le-feu seront contrôlés par un groupe d'observateurs de l'ONU.

Quatrièmement, après la première étape du retrait des troupes vietnamiennes, M. Heng Samrin et son groupe feront partie du Gouvernement de coalition du Kampuchea qui deviendra alors un gouvernement quadripartite, avec chaque partie ayant les mêmes droits en tant que forces politiques dans la communauté nationale.

Cinquièmement, ce gouvernement de coalition quadripartite du Kampuchea organisera des élections libres sous la supervision de l'ONU.

Sixièmement, le Kampuchea deviendra un pays indépendant, unifié dans son intégrité territoriale et doté d'un régime libéral et démocratique, un pays pacifique, neutre, non aligné, sans aucune base étrangère; sa neutralité sera garantie par l'ONU.

Septièmement, le Kampuchea souhaite, pour sa reconstruction, bénéficier de l'assistance des pays de l'Ouest, de l'Est, des pays neutres et non alignés.

Huitièmement, le Kampuchea signera avec la République socialiste du Viet Nam un traité de non-agression et de coexistence pacifique et établira avec elle des relations économiques et commerciales.

Cette proposition a reçu un large soutien de la communauté internationale, notamment de la Chine, des pays de l'ANASE, du Japon, des Etats-Unis d'Amérique, du Canada, de l'Australie, de la Communauté économique européenne, de la grande majorité des pays non alignés et du tiers monde. Elle a pourtant été rejetée immédiatement et sans examen par le Viet Nam et, avec gêne, par l'Union soviétique et ses alliés.

Il s'agit pourtant d'une solution équitable et durable du problème du Kampuchea, qui témoigne de l'extrême souplesse et de la largeur de vues de notre gouvernement. Nos propositions, si le Viet Nam revenait sur son refus précipité et absurde, permettraient non seulement de ramener la paix dans notre pays mais de

Le président Norodom Sihanouk

faire cesser l'isolement politique, économique et diplomatique jusqu'ici quasi insoluble dans lequel se trouve le Viet Nam.

Dès que le Viet Nam aura accepté de retirer ses troupes du Cambodge, la réconciliation nationale khmère deviendra une réalité, car la guerre actuelle n'est pas une guerre civile. Elle est le fait de l'invasion vietnamienne. J'ai déjà dit que l'armée de Heng Samrin coopérait souvent sur le terrain, fraternellement, avec l'armée de la résistance. Quant aux responsables civils et militaires de la prétendue République populaire du Kampuchea, ils sont des Khmers comme nous. S'ils veulent servir leur patrie avec nous, nous leur offrons non seulement l'absence de toutes représailles à leur encontre pour avoir travaillé sous les ordres de l'occupant, mais l'assurance qu'ils partageront avec nous les mêmes droits de citoyens libres et, éventuellement, les responsabilités administratives et même étatiques.

Notre peuple a trop souffert des longues années de guerre et de misères pour se priver du concours, pour peu qu'il soit loyal, du moindre de ses fils.

Nous avons appris, par l'expérience tragique du passé, que l'union nationale des Khmers est une nécessité absolue. La seule voie de notre survie est donc la réconciliation nationale dans un cadre social, économique et politique approprié, c'est-à-dire dans un régime parlementaire et libéral nous apportant la paix, l'indépendance, l'intégrité territoriale, le non-alignement, ainsi qu'une neutralité garantie par l'ONU, dans une coopération sincère avec tous les pays sur la base de la coexistence pacifique.

Quant au Viet Nam, il verrait ses "protégés" entrer dans un gouvernement quadripartite chargé d'organiser les élections libres sous la supervision de l'ONU et disposer des mêmes droits que l'ensemble des citoyens khmers. Notre neutralité apporterait à Hanoi la certitude qu'aucune base étrangère ne pourrait être installée sur le sol khmer et qu'aucune puissance étrangère ne pourrait prétendre exercer une influence dominante sur notre pays.

De plus, le Cambodge indépendant propose au Viet Nam, dès qu'un gouvernement khmer serait issu d'élections générales, la conclusion d'un traité de non-agression et de coexistence pacifique et l'établissement de relations mutuelles amicales et pacifiques, traité qui sera ouvert à tous les pays de de l'Ouest, de l'Est et du tiers monde. Ainsi, le Cambodge et le Viet Nam pourraient-ils vivre et prospérer côte à côte, sans haine ni esprit de revanche.

Le président Norodom Sihanouk

J'ajouterai que, pour toute l'Asie du Sud-Est et le Pacifique, la réconciliation entre le Cambodge et le Viet Nam éliminerait toutes les menaces à la paix, à la sécurité et à la stabilité dans la région. Nous savons combien nos amis de l'ANASE sont désireux de faire du Sud-Est asiatique une "zone de paix, de liberté et de neutralité", autrement appelée ZOPFAN, voeu que bloque jusqu'ici l'invasion vietnamienne du Kampuchea. L'adoption de notre proposition de paix en huit points ouvrirait la voie à l'établissement de cette zone, ce qui ne peut qu'être profitable à tous les pays de la région, dont, bien sûr, le Viet Nam.

La communauté internationale, représentée ici, est parfaitement consciente de toutes ces perspectives. Aussi nous apporte-t-elle un large et ferme soutien, dont je la remercie chaleureusement au nom de notre peuple, de notre gouvernement et en mon nom propre.

Le refus d'examen qui nous est opposé par la République socialiste du Viet Nam est, en droit, inexplicable. Il l'est également en fait, puisque notre adversaire prétend qu'il veut "négocier" pour mettre fin au conflit et qu'il ne souhaite rien tant qu'une "solution politique".

Le Gouvernement de Hanoi a, jusqu'à présent, une curieuse façon d'envisager cette solution. Il prétend d'abord que le régime qu'il a installé à Phnom Penh est "le seul représentant légal et légitime du Kampuchea", qu'il a "tout le pays sous son contrôle" et "jouit de l'appui de tout le peuple khmer".

Le Viet Nam entend en outre, dit-il, poursuivre un "dialogue constructif" avec les pays de l'ANASE pour résoudre "le problème de la paix, de la stabilité et de la coopération" en Asie du Sud-Est.

Pour ce qui est du Kampuchea, il affirme enfin qu'il appartient aux différentes factions de notre pays de "négocier ensemble".

Je tiens à affirmer ici, une nouvelle fois, que le conflit en cours au Cambodge n'est pas une guerre civile, mais une guerre d'agression menée contre un Etat indépendant et souverain, membre de l'ONU. En nous adressant au Viet Nam pour lui proposer un "plan de paix" particulièrement généreux, nous nous adressons au seul vrai responsable du conflit, à celui dont dépend la paix ou la guerre.

Vous comprenez parfaitement, dans cette enceinte, qu'on ne saurait qualifier le régime de Phnom Penh de "Gouvernement légal et légitime du Kampuchea". Mis en place par l'occupation au lendemain de la chute de notre capitale, composé

Le président Norodom Sihanouk

d'éléments formés idéologiquement ou simplement inféodés à Hanoi, il ne contrôle rien du tout, et même pas lui-même puisqu'il est sous l'autorité permanente de cadres vietnamiens, à tous les échelons civils et militaires. Quant aux troupes khmères enrôlées de force par l'occupant, je le répète, elles ne nous causent pas le moindre tort, au contraire, puisqu'elles ne cachent pas leur hostilité à leurs maîtres vietnamiens et favorisent chaque fois qu'elles le peuvent les forces de la résistance.

En essayant, sans y parvenir, d'escamoter le véritable problème du Kampuchea, le Viet Nam espère faire oublier la présence de ses forces armées dans notre pays et les y maintenir pour toujours. Dans ses conversations avec les pays de l'ANASE, le Gouvernement de Hanoi ne cherche qu'à faire entériner le "fait accompli" et traiter avec eux comme si l'occupation du Cambodge n'existait pas.

Or, si nos amis de l'ANASE souhaitent sincèrement reprendre des relations correctes avec le Viet Nam, ils sont trop réalistes et conscients de leurs intérêts pour accepter cet état de choses qui leur inspire une légitime inquiétude. Ils se disent que, s'ils admettent qu'un petit pays paisible comme le Cambodge soit "avalé" par les Vietnamiens, chacune de leurs nations vivra sous la menace expansionniste d'une puissance belliqueuse et surarmée de 60 millions d'habitants, convaincue de ne pas respecter ses engagements et traités.

Le président Norodom Sihanouk

Personne au monde, par ailleurs, ne croit à la propagande vietnamienne de retrait partiel et progressif des troupes vietnamiennes du Kampuchea, sachant qu'il ne s'agit là que de rotations pour remplacer des soldats épuisés, malades ou blessés, par des troupes fraîches constituant en fait de nouveaux renforts. Quant à la proclamation, encore une fois solennelle de Hanoi, sur le retrait total de ses forces armées du Kampuchea en 1990, à condition, dit-elle, que l'on ne cherche pas "à profiter de ce retrait pour saper la sécurité et la paix du Kampuchea", nous avons dit qu'elle n'est qu'une formule de pure rhétorique, la pax vietnamica au Kampuchea, avec la présence permanente des forces vietnamiennes. Mme Barbara Crossette le confirme dans The New York Times du 5 janvier 1986 :

(L'orateur poursuit en anglais)

"... Hanoi a dit qu'il espérait retirer ses troupes d'ici 1990. Aujourd'hui, toutefois, quand on lui a demandé s'il y avait quelque espoir de régler la situation militaire au Cambodge avant cette date, le général Man n'était pas optimiste. 'Les combats doivent se poursuivre pendant quelque temps', a-t-il déclaré. 'Il n'est pas possible de les arrêter rapidement'. Le Général a ajouté [que les forces de la résistance khmer] avaient utilisé plus d'artillerie dans leurs attaques contre les Vietnamiens..."

(L'orateur reprend en français)

Avec la montée irrésistible de notre résistance patriotique, l'ambassadeur vietnamien à Phnom Penh, M. Ngo Dien, véritable proconsul, déclarait déjà au correspondant spécial Phnom Penh de la revue The Economist (numéro du 19 avril 1986) :

(L'orateur poursuit en anglais)

"Il se peut que nous devions retourner au Kampuchea s'il est menacé à l'avenir".

(L'orateur reprend en français)

Les Vietnamiens parlent déjà de revenir alors qu'ils ne sont pas encore partis!

Comme on le voit, aussi longtemps que le Viet Nam n'aura pas accepté de mettre fin à sa guerre d'invasion et d'occupation au Kampuchea, le peuple khmer et son gouvernement de coalition n'auront d'autre alternative que de poursuivre leur lutte pour la survie de la nation.

Ils y sont encouragés par le soutien international toujours plus ferme et plus large dont ils jouissent.

Le président Norodom Sihanouk

Sinon, il n'y aurait certes plus de "problème du Kampuchea" mais, dans quelques générations, quelques décennies peut-être, le Cambodge aurait disparu de la carte du monde. Submergé par l'afflux croissant de colons vietnamiens - plus de 700 000 à l'heure actuelle - son peuple deviendrait minoritaire sur son propre sol : non seulement les commerçants, les pêcheurs, les éleveurs, les planteurs, sont déjà pratiquement tous vietnamiens, mais encore des agriculteurs vietnamiens, en nombre croissant, occupent nos terres les plus prospères, ne laissant aux paysans khmers que les terres ingrates.

De cette Année internationale de la paix, nous n'attendons pas de miracle, mais seulement qu'elle soit l'occasion pour la République socialiste du Viet Nam de réfléchir sur les effets de son ambition qui a déjà fait couler tant de sang et n'a apporté que malheurs et souffrances à notre peuple, et au sien, le peuple vietnamien.

Il est sûr qu'un règlement équitable du différend khmer-vietnamien serait un exemple précieux pour tous les pays du monde qui rencontrent des difficultés avec leurs voisins et qui souhaiteraient les résoudre en évitant le recours aux armes. Un pas appréciable, j'en suis sûr, serait fait sur la voie menant à l'entente et à la réconciliation entre les nations.

Aujourd'hui, hélas, la situation internationale est caractérisée par l'accroissement des tensions, l'aggravation des conflits armés locaux et régionaux, l'escalade du terrorisme, les crises qui atteignent durement les pays en voie de développement.

La misère et la famine accablent des centaines de millions de personnes dans diverses régions du monde, tandis que chez les grands producteurs on ne sait que faire des surplus agricoles. Chacun parle de paix, de désarmement et de développement, tandis que la course aux armements continue de plus belle dans un climat de suspicion généralisée.

Ce n'est pas sur des paroles que nous bâtirons la paix et améliorerons la condition humaine, qui sont l'aspiration sacrée de tous les peuples, mais par le strict respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale de tous les pays, par un règlement pacifique des différends, par l'application des principes intangibles de la coexistence pacifique et de la non-ingérence dans les affaires intérieures d'autrui.

Le président Norodom Sihanouk

Ces principes sont clairement stipulés dans la Charte de l'ONU, que nous avons solennellement déclaré vouloir respecter et appliquer.

Faisons, si vous le voulez bien, une sorte de tour du monde.

L'Afrique, en dépit des patriotiques efforts des gouvernements africains, fait face à de sérieuses difficultés aggravées par la crise économique mondiale. La pénurie sévit un peu partout et la survie de plusieurs millions d'Africains dans plusieurs pays est en jeu. La treizième session extraordinaire de notre Assemblée générale a adopté par consensus un important programme destiné à intensifier la coopération, l'aide et le soutien aux gouvernements d'Afrique en difficulté en dépit de leur courage, dans leurs efforts de transformation structurelle de leurs pays en vue d'un développement rapide, autosuffisant et autonome. L'adoption de ce programme montre qu'il est possible de mobiliser les Etats de tous les continents, au-delà de leurs divergences politiques, pour s'associer dans un effort commun de lutte contre les calamités naturelles, la misère et la faim. C'est évidemment là une initiative hardie qui dépasse de beaucoup les aides directes, notamment en matière alimentaire, à quoi se sont longtemps réduites les aides des nations favorisées aux nations les plus déshéritées.

Le peuple et le Gouvernement du Kampuchea ont toujours entretenu des rapports cordiaux et fraternels avec les peuples et nations d'Afrique, qui ont vaillamment mené des luttes semblables aux nôtres pour l'indépendance, la liberté et l'identité nationale. Aujourd'hui encore, et, nous l'espérons, bien plus demain, le Gouvernement du Kampuchea démocratique continue et continuera à agir dans toute la mesure de ses faibles moyens pour apporter une fervente contribution à la victoire de l'Afrique sur la misère et la faim et à son succès dans la voie du développement et du progrès.

Le point chaud de ce continent est l'Afrique australe, où le régime de Pretoria continue à opprimer la population noire largement majoritaire, occupe illégalement la Namibie et dénie au peuple namibien le droit à l'autodétermination, poursuit les activités d'agression et de déstabilisation contre les Etats voisins.

Nous sommes persuadés que le seul remède au système odieux de l'apartheid ne peut être que son éradication. Nous pensons que l'application généralisée de sanctions économiques au régime de Pretoria hâterait l'avènement d'une société multiraciale, égalitaire et démocratique. Le démantèlement du régime de

Le président Norodom Sihanouk

l'apartheid contribuera par ailleurs à un règlement pacifique, juste et durable du problème de décolonisation de la Namibie, conformément aux résolutions 385 (1976) et 435 (1978) du Conseil de sécurité, comme vient encore de le réclamer la quatorzième session extraordinaire de notre Assemblée générale consacrée à la question de Namibie. Aussi longtemps que vivra la politique d'apartheid et que sera occupée la Namibie, les Etats voisins continueront à être victimes d'actes d'agression, de subversion et de déstabilisation de la part du régime de Pretoria. La Déclaration du 20 juin 1986 de la Conférence mondiale sur l'adoption de sanctions contre l'Afrique du Sud raciste exprime le sentiment de révolte de la part de la communauté internationale face au défi arrogant du régime de Pretoria à la condamnation mondiale de l'apartheid.

Notre soutien chaleureux et indéfectible va au vaillant peuple sud-africain, victime des pires violences, ainsi qu'à ses dirigeants naturels, dont beaucoup souffrent dans les prisons, au peuple namibien et à ses dirigeants de la SWAPO, à tous les peuples et gouvernements des Etats dits de première ligne.

Le président Norodom Sihanouk

Au Tchad, la situation demeure grave et ne peut trouver un terme qu'avec le retrait de toutes les forces étrangères d'occupation du territoire national. Nous renouvelons au peuple et au Gouvernement tchadiens notre soutien fraternel dans leur juste lutte pour réaliser l'union des citoyens et l'unité territoriale de la patrie.

Au Moyen-Orient, les parties intéressées sont encore loin de siéger à la même table des négociations. Nous déplorons le refus opposé aux Palestiniens de jouir du droit à l'autodétermination, sans lequel toute la région ne sera qu'un baril de poudre, et nous continuons à apporter notre ferme appui à l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), légitime représentante des Arabes de Palestine.

Au Liban, le sort de cette nation est entre les mains de ses fils et filles. Nous ne pouvons que formuler des vœux pour que ce pays, qui fut appelé naguère la "Suisse du Moyen-Orient", surmonte ses querelles et ses haines et que le peuple libanais puisse trouver la concorde nationale. Est-il besoin de dire que nous souhaitons la libération de tous les otages étrangers?

Malgré les appels réitérés à la paix de la communauté internationale, le conflit Iraq-Iran reste aujourd'hui encore le plus sanglant du monde. Les pertes humaines et matérielles sont considérables et le conflit risque de s'étendre aux Etats voisins. Nous adjurons les deux Etats voisins et frères d'emprunter la voie du règlement pacifique, juste et honorable du conflit, dans l'intérêt de leurs peuples, et à la satisfaction de tous les amis de par le monde.

En Amérique centrale, le Groupe de Contadora, avec le concours du Groupe d'appui, ne cesse de multiplier des initiatives en vue de trouver une solution politique et pacifique aux problèmes de cette région. Les cinq présidents des pays d'Amérique centrale ont déclaré, le 25 mai dernier, leur volonté de poursuivre, dans le cadre du Groupe de Contadora, la recherche de la paix et de la démocratie. Nous leur souhaitons de réussir dans leur noble entreprise, en dépit des sérieux obstacles qui se dressent encore sur leur chemin.

En Asie, notre continent, la situation en Corée demeure explosive depuis bientôt 35 ans. La division du pays se poursuit. La réunification de la patrie est le vœu unanime et sacré de tous les Coréens. En vue de parvenir à ce but, il importe de continuer à bâtir, à travers des rencontres et entretiens dans divers domaines entre les délégations des deux parties, une confiance et une compréhension

Le président Norodom Sihanouk

récioproques qui pourraient conduire à une rencontre entre les délégations parlementaires des assemblées nationales de la République populaire démocratique de Corée et de la République de Corée, conformément aux propositions sages, réalistes et patriotiques du président Kim Il Sung. Nous souhaitons que ces rencontres et entretiens, qui ont donné des résultats encourageants en 1985, puissent reprendre sans entrave et se développer pour le bien de toute la nation et de tout le peuple coréens, dans un processus soutenu vers la réunification pacifique et indépendante de la patrie coréenne.

En Afghanistan, un héroïque peuple continue depuis sept ans une résistance acharnée et indomptable contre l'envahisseur soviétique et le régime à ses ordres, lui-même déchiré par des querelles internes.

Derrière la propagande orchestrée pour le désarmement, la paix et la sécurité internationales, l'Union soviétique bombarde impitoyablement la population civile sans distinction, rase des villages, torture et exécute les opposants au régime imposé par Moscou. Presque 4 millions de citoyens de ce malheureux pays - l'Afghanistan - ont été obligés de se réfugier en Iran et au Pakistan.

Il est toutefois évident que, malgré l'augmentation des forces soviétiques qui disposent de nombreux chars, avions et hélicoptères, ainsi que de troupes aguerries, les succès obtenus par les résistants afghans sur le terrain, malgré la disproportion des forces et de l'armement, devraient faire comprendre aux Soviétiques que leurs victimes, quel que soit le prix à payer, ne se laisseront jamais subjugués. L'Union soviétique devrait arriver à la sage conclusion que ce n'est pas en changeant fréquemment ses créatures à Kaboul qu'elle réussira à amadouer l'opinion internationale et à faire accepter le fait accompli dans ce pays.

Une paix indispensable et durable ne saurait être établie que sur la base des justes résolutions de l'Organisation des Nations Unies, qui demandent - comme pour notre Cambodge - le retrait d'Afghanistan de toutes les forces étrangères et l'exercice par le peuple afghan de son droit inaliénable à l'autodétermination.

Aussi longtemps que les Soviétiques retarderont l'avènement de cette paix, les Moudjaheddines n'auront d'autre alternative que de continuer leur lutte patriotique contre l'occupant, et la République islamique du Pakistan, dont il faut souligner la si noble et généreuse compassion envers le peuple afghan, de défendre sa souveraineté menacée et son intégrité territoriale maintes fois violée. Le peuple

Le président Norodom Sihanouk

khmer et son gouvernement de coalition continueront à apporter leur total soutien et leur solidarité à ces justes luttes.

Chez notre voisin du Nord, nos frères et soeurs lao poursuivent une lutte difficile, mais combien courageuse, contre le Viet Nam, qui a absorbé leur patrie à travers un soi-disant "Traité d'amitié et de coopération", signé en juillet 1977. Dans notre lutte contre le même ennemi et pour la même cause, nous continuons à leur accorder notre indéfectible soutien et notre solidarité fraternelle.

Monsieur le Président, Monsieur le Secrétaire général, Excellences, Mesdames, Messieurs, permettez-moi de vous remercier bien chaleureusement pour l'attention que vous m'avez témoignée tout au long de cet exposé.

L'Assemblée générale des Nations Unies est le seul endroit au monde où tous les pays, des plus grands aux plus petits, des plus puissants aux plus faibles, peuvent exposer librement leurs problèmes avec la certitude d'être écoutés et, parfois, entendus. C'est pourquoi nous, Khmers, accablés de difficultés, n'ayant que notre conscience et votre compréhension pour réconfort, nous sentons-nous ici chez nous.

Je vous remercie pour cette noble compréhension, ainsi que pour votre compassion envers un peuple qui, dans son malheur, compte sur vous pour revivre.

Le PRESIDENT (interprétation de l'anglais) : Au nom de l'Assemblée générale, je tiens à remercier le Président du Kampuchea démocratique de l'importante déclaration qu'il vient de prononcer.

Son Altesse Royale Samdech Norodom Sihanouk, président du Kampuchea démocratique, est escorté hors de la salle de l'Assemblée générale.

POINT 9 DE L'ORDRE DU JOUR (suite)

DEBAT GENERAL

M. JANKOWITSCH (Autriche) (interprétation de l'anglais) : Lorsque l'Assemblée générale a ajourné l'année dernière, à l'issue d'une session anniversaire, on espérait que l'engagement aux idéaux des Nations Unies exprimé par tant d'Etats Membres contribuerait à restaurer la confiance en notre Organisation, à donner un nouvel élan au processus de réforme et à marquer un tournant décisif dans la longue crise des Nations Unies.

Un an plus tard, et malgré un certain nombre d'éléments nouveaux et notables, parmi les espoirs exprimés lors de la quarantième session de l'Assemblée générale, peu nombreux sont ceux qui ont été réalisés, trop de symptômes de la crise subsistent encore, notamment un processus continu d'érosion du système mondial des organisations internationales, et du processus de la diplomatie multilatérale.

Nous sommes invités, une fois encore, à consacrer nos énergies et notre imagination au renouveau et à la revitalisation du seul instrument global dont dispose le monde pour le maintien de la paix et de la sécurité en raison de son rôle efficace et concerté dans l'examen de la crise politique et économique que connaît le monde.

Mais si l'Organisation des Nations Unies est en crise, c'est aussi parce que de nombreux principes et objectifs sur lesquels elle a été établie ont été négligés, entre autres le principe du règlement pacifique des différends et la recherche patiente de compromis entre les nations.

Une tendance alarmante à surestimer le pouvoir et les intérêts nationaux a conduit à la poursuite accrue de politiques unilatérales par des nations grandes et petites. On recourt à des moyens militaires et non politiques pour résoudre les conflits régionaux dans le monde. Nombre des barrières érigées contre le recours à la force dans les relations internationales après 1945 semblent s'être effondrées. La crise des Nations Unies est donc également la crise d'une organisation créée pour régler de façon pacifique les différends engendrés par la militarisation accrue des politiques mondiales.

Le terrorisme est une nouvelle forme brutale de violence à l'échelle internationale. Plus que d'autres formes de violence, elle porte atteinte à la fibre même des relations internationales. C'est un nouveau fléau pour l'humanité. Il ne peut se justifier en aucune circonstance et pour quelque raison que ce soit.

M. Jankowitsch (Autriche)

La coopération internationale dans la lutte contre le terrorisme doit encore être intensifiée.

Le rôle des Nations Unies semble indispensable dans la démilitarisation des politiques mondiales, et dans la réduction de l'utilisation accrue de la force et de la puissance militaire dans la politique à l'échelle mondiale.

Le désarmement et le contrôle des armements doivent rester au premier rang des priorités de la communauté internationale. Des attitudes nouvelles et radicales face au désarmement et au contrôle des armements doivent être adoptées. De nombreux types d'armes, anciens ou nouveaux, doivent être abolis. Une interdiction, telle que celle appliquée aux armes biologiques, devrait également s'étendre aux armes chimiques. Des réductions considérables devraient être effectuées dans les arsenaux nucléaires existants. La fabrication de nouveaux types d'armes de ce genre devrait être découragée. C'est pour cette raison que l'Autriche considère le Traité ABM comme étant un élément crucial du système actuel des Traités sur le contrôle des armements. Une interdiction complète des essais est indispensable.

L'espace extra-atmosphérique devrait être réservé exclusivement à des fins pacifiques. D'autres régions du monde, telles que l'Antarctique, devraient être exemptes d'armes de toutes sortes. C'est pour cette raison que nous nous associons à l'idée de créer des zones exemptes d'armes nucléaires.*

Pour traiter de questions de cette ampleur, la tenue d'une réunion au sommet, entre les dirigeants de l'Union soviétique et des Etats-Unis, prévue à la fin de cette année jouit d'un appui universel. On ne saurait trop souligner son importance pour atténuer les tensions et préparer de nouveaux accords substantiels de désarmement. Nous croyons que la sagesse conjointe du président Reagan et du secrétaire général Gorbatchev ne décevra pas la communauté des nations.

Le 4 novembre, les ministres des affaires étrangères de 35 pays, y compris les Etats-Unis et l'Union soviétique, se réuniront à Vienne pour l'ouverture de la troisième réunion de suivi de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe.

Ces dernières années, cette conférence a mis en place un cadre régional de dialogue constructif qui s'étend à tous les domaines des relations Est-Ouest, économique, culturel, politique, humanitaire et militaire.

* M. Ferm (Suède), vice-président, assume la présidence.

M. Jankowitsch (Autriche)

Son succès est largement dû au fait que la Conférence offre des chances égales de participation aux pays grands et petits. A cet égard, des pays neutres et non alignés d'Europe ont vu s'accroître l'efficacité de leur rôle. Les résultats positifs et notables de la Conférence de Stockholm sur les mesures propres à accroître la confiance et sur la sécurité et le désarmement en Europe, qui s'est achevée il y a quelques jours seulement, sont de bon augure. La Réunion de Vienne devrait être le point de départ d'une nouvelle ère de coopération et de compréhension mutuelle en Europe et au-delà.

Les trois conférences internationales qui se sont déroulées cette année, dont l'une dans la capitale autrichienne, aboutissent à une seule conclusion : le Gouvernement sud-africain ne peut éviter une nouvelle escalade de la violence et de l'effusion de sang que par un revirement spectaculaire de sa politique. Malheureusement, nous ne pensons pas que l'Afrique du Sud soit prête à entendre l'avertissement du Ciel.

C'est pour cette raison que la détermination de l'écrasante majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies, notamment des démocraties occidentales industrialisées, d'adopter de nouvelles sanctions en tant qu'ultime moyen de pression pacifique pour un changement, se renforce chaque jour davantage.

L'Autriche reste pleinement attachée à la cause de la liberté et de la dignité des peuples de l'Afrique australe. Nous n'hésiterons pas à participer aux efforts internationaux entrepris pour démanteler le système d'apartheid et pour assurer la liberté et l'indépendance à la Namibie.

En abolissant l'apartheid et en obtenant l'indépendance pour la Namibie, l'Organisation des Nations Unies doit jouer un rôle indispensable énoncé dans la résolution 435 (1978) du Conseil de sécurité.

Les Nations Unies ont à maintes reprises offert de contribuer largement à la recherche douloureuse d'une paix juste et durable au Moyen-Orient. La résolution 242 (1967) représente aujourd'hui encore le cadre le plus généralement reconnu d'un règlement pacifique.

Les opérations de maintien de la paix de l'Organisation des Nations Unies continuent de jouer un rôle essentiel au Moyen-Orient. Mais les possibilités de maintien et d'établissement de la paix de l'Organisation des Nations Unies dans cette région n'ont jamais été pleinement exploitées.

M. Jankowitsch (Autriche)

C'est aux Nations Unies qu'ont été définis les principes les plus élémentaires d'une solution juste et durable, comme par exemple le droit de tous les Etats à exister à l'intérieur de frontières sûres et internationalement reconnues; le caractère inacceptable de l'acquisition de territoire par la force; la nécessité de reconnaître les droits nationaux du peuple palestinien et de donner à son représentant, l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), une place à la table de conférence.

A ce propos, l'idée de convoquer une Conférence internationale de paix sous les auspices des Nations Unies fait son chemin. L'Autriche, comme elle l'a fait dès 1973, année où la Conférence sur le Moyen-Orient a été créée par le Conseil de sécurité et convoquée pour la première fois, année aussi où l'Autriche a été membre du Conseil de sécurité, appuie les efforts tentés pour parvenir à un accord entre les parties sur cette importante étape vers la paix au Moyen-Orient.

La guerre entre l'Iran et l'Iraq, qui est maintenant dans sa septième année, a causé d'énormes pertes en vies humaines. Sa persistance ne menace pas seulement la stabilité politique mais aussi le développement économique de toute une région du monde. Il y a longtemps que des mesures décisives auraient dû être prises pour mettre fin à cette guerre cruelle. Nous pensons que le Conseil de sécurité devrait, pour commencer, envisager l'imposition d'un embargo général et strict sur les armes. En attendant la décision du Conseil, tous les pays devraient imposer un tel embargo sur une base volontaire.

A notre avis, la situation actuelle en Amérique centrale requiert de toutes les parties qu'elles fassent preuve de la plus grande modération. Le respect de la souveraineté et de l'intégrité territoriale des Etats doit être universel. Les principes du règlement pacifique des différends et de la non-ingérence ne peuvent être appliqués de manière sélective. Les relations entre les Etats doivent reposer sur le droit international. D'autre part, nous sommes fermement convaincus que tous les gouvernements de la région doivent pleinement respecter et sauvegarder les droits de l'homme et les libertés fondamentales de ceux qui sont sous leur juridiction.

L'Autriche, comme les pays de Contadora et leur Groupe d'appui, espère que les efforts que font les gouvernements pour arriver au dialogue politique et à la réconciliation nationale contribueront non seulement à créer des sociétés démocratiques et pluralistes en Amérique centrale, mais aussi à multiplier les

M. Jankowitsch (Autriche)

chances de succès des initiatives de paix. Un traité de Contadora, traité de paix régional signé et pleinement appliqué par tous les pays en cause, offre le meilleur espoir de paix et de respect durable de la sécurité et des droits souverains de toutes les nations d'Amérique centrale.

Depuis quelques années, la démocratie est en marche dans la plus grande partie du grand continent sud-américain. Aussi la proclamation de nouveaux états d'urgence et les arrestations pour des raisons politiques sont-elles des anomalies regrettables qui doivent être éliminées sans retard.

La paix en Asie du Sud-Est reste un objectif incertain. Le problème persistant du Kampuchea et son occupation par des troupes étrangères semblent être l'obstacle majeur qui divise les peuples de la région. De l'avis de l'Autriche, seul un processus politique fondé sur les résolutions pertinentes de l'Assemblée générale et la Conférence internationale sur le Kampuchea peut conduire à un juste règlement.

Près de sept années se sont écoulées depuis l'intervention militaire en Afghanistan. Nous demeurons profondément préoccupés par l'occupation de ce pays traditionnellement non aligné, en violation de sa souveraineté. Nous ne devons pas oublier les souffrances de millions de réfugiés. Quelle que soit la solution retenue, ces réfugiés doivent pouvoir retourner chez eux en toute sécurité et dans l'honneur. Voilà pourquoi nous appuyons les efforts du représentant spécial du Secrétaire général pour arriver à un règlement politique.

La situation des droits de l'homme et des libertés fondamentales dans le monde offre aujourd'hui un tableau plein de contradictions. Les exécutions arbitraires, la torture, le déni des droits fondamentaux, le racisme et l'intolérance ont encore cours dans nombre de pays. Ce qui fait défaut aujourd'hui, ce ne sont pas les instruments internationaux, mais leur rigoureuse application. Efforçons-nous d'oeuvrer ensemble à combler le fossé entre les normes et la réalité. Les efforts des Nations Unies et des organisations régionales telles que le Conseil de l'Europe méritent d'être appuyés.

L'économie mondiale est toujours marquée par des déséquilibres frappants. A quelques exceptions près, le taux de croissance des pays en développement est bien en-deçà de leur croissance démographique. Les prix des matières premières sont à leur niveau le plus bas depuis 1945. La plupart des accords sur les produits de

M. Jankowitsch (Autriche)

base sont sur le point de perdre toute leur validité. Le problème de la dette pèse lourdement sur de nombreux pays en développement, en Afrique et en Amérique latine notamment.

Cette situation est lourde de dangers pour la croissance économique mondiale. La réduction considérable des flux nets de capitaux vers les pays en développement fait que nous sommes confrontés à une grave - et j'irai jusqu'à dire, honteuse - anomalie : actuellement, le transfert net de ressources financières, qui est de l'ordre de plusieurs milliards de dollars par an - les experts ne sont pas d'accord sur le chiffre exact, mais c'est dans cet ordre de grandeur -, s'opère du Nord vers le Sud au lieu du Nord vers le Sud. Dans de nombreuses parties du monde le niveau de vie continue à baisser.

Il est donc on ne peut plus évident que nombre des concepts de développement du passé ont échoué. Il est nécessaire de repenser complètement les innombrables questions connexes du développement, du commerce et des finances. De nombreux problèmes en apparence techniques ou purement économiques sont profondément politiques, le problème de la dette notamment. En conséquence, compter sur des solutions à court terme qui ne tiennent guère compte des effets socio-économiques sur l'économie et la structure sociale des pays en développement est une dangereuse proposition.

Les instruments de coopération nationale doivent être renforcés si nous voulons relever le défi d'une économie mondiale en rapide évolution. A cet égard, nous trouvons encourageants les résultats de la réunion de Punta del Este, et en particulier parce qu'elle a admis que les pays en développement devaient jouir d'un traitement spécial et plus favorable.

Après des années d'impasse dans le dialogue Nord-Sud, la session extraordinaire consacrée à l'Afrique semble avoir marqué un changement d'atmosphère. Mon pays continuera de contribuer activement à l'application du Programme d'action des Nations Unies pour le redressement et le développement économiques de l'Afrique, 1986-1990. Mais les relations Nord-Sud demeurent le problème social fondamental de notre époque. De nouvelles démarches politiques fondées sur les principes de l'égalité et de la solidarité internationale s'imposent.

Nous devons préserver notre planète pour les générations à venir. Nous devons remédier à ses déséquilibres et à ceux de notre environnement en général. Nous

M. Jankowitsch (Autriche)

devons mettre davantage de ressources en commun, à l'échelon tant national qu'international, pour relever ce défi. Mettons notre imagination au service d'une approche créative, en établissant, entre autres, un Fonds d'urgence pour l'environnement mondial qui pourrait peut-être fonctionner comme un nouveau "guichet" de la Banque mondiale.

L'abus des stupéfiants est un grave problème aux dimensions mondiales. La convocation d'une conférence internationale pour lutter contre l'abus des drogues et le trafic illicite des stupéfiants est par conséquent une initiative fort opportune. L'Autriche fera de son mieux pour contribuer au succès de cet événement de la plus haute importance, qui aura lieu à Vienne au cours de l'été 1987.

La façon dont nous aborderons la crise de l'Organisation et dont nous entreprendrons sa réforme administrative et budgétaire décidera en grande partie du succès ou de l'échec de l'actuelle session de l'Assemblée générale. A cet égard, le rapport du Groupe des 18 représente une contribution précieuse à notre débat. L'Autriche juge essentielle la poursuite du processus de réflexion et de réforme.

M. Jankowitsch (Autriche)

La question d'un nouveau mécanisme en matière de planification du programme et du budget, qui est d'une importance primordiale pour l'Organisation, fait partie de ce problème.

N'oublions pas, dans ce processus de réforme, que nous avons besoin des Nations Unies en tant qu'autorité ferme et constructive dans notre monde toujours plus interdépendant. Un appel devrait donc être lancé à tous les Etats Membres pour qu'ils assument loyalement toutes leurs obligations découlant de la Charte afin de renforcer notre Organisation.

Je voudrais dire quelques mots au sujet de nos relations avec l'Italie. L'Autriche entretient de bonnes relations d'amitié avec cet important pays limitrophe. A cet égard, la question du Tyrol du sud revêt une importance particulière.

Les résolutions adoptées par l'Assemblée générale en 1960, 1961 et 1969 ont abouti à un accord entre l'Autriche et l'Italie sur un nouveau cadre d'autonomie pour le Tyrol du sud.

Aujourd'hui même, nous commémorons le quarantième anniversaire de la conclusion de l'Accord de Paris entre l'Autriche et l'Italie, signé par deux grands hommes d'Etat, Alcide de Gasperi et Karl Gruber. Cet accord vise la protection de la population germanophone du Tyrol du sud. Cet anniversaire devrait nous rappeler que malgré les progrès importants réalisés jusqu'à présent, les dispositions essentielles d'autonomie convenues en 1969 ne sont pas encore appliquées. Il s'agit en particulier d'un élément central de l'autonomie, l'utilisation de l'allemand dans les tribunaux et dans les procédures civiles et policières, ce qui continue de préoccuper à juste raison les habitants du Tyrol du sud et le Gouvernement autrichien.

A cet égard, des arrangements ont été envisagés il y a deux semaines par les représentants du Tyrol du sud et le Gouvernement italien, et ils laissent espérer qu'un accord définitif du Gouvernement italien suivra rapidement. Nos espoirs se trouvent encore renforcés par la récente déclaration de M. Andreotti, ministre des affaires étrangères, selon laquelle le Gouvernement italien a l'intention d'appliquer toutes les autres dispositions en faveur de cette autonomie le plus rapidement possible.

Avant de conclure, je voudrais rendre un hommage tout particulier au Secrétaire général. L'Autriche lui est profondément reconnaissante de ses efforts

M. Jankowitsch (Autriche)

inlassables pour s'acquitter d'un mandat souvent difficile. Mon pays continuera de lui donner son appui.

L'Autriche se souvient avec gratitude de la façon remarquable dont le Président de l'Assemblée générale, l'ambassadeur Jaime de Piniés, de l'Espagne, a dirigé les travaux de cette Assemblée l'an dernier.

Monsieur le Président, pour terminer, je voudrais dire qu'en votre personne, un représentant des plus remarquables de l'Asie occupe maintenant la présidence de cette Assemblée. Je vous félicite sincèrement de votre élection et vous souhaite plein succès. Vos qualités bien connues de diplomate sont la garantie que cette Assemblée sera mémorable dans les annales des Nations Unies.

M. VARKONYI (Hongrie) (interprétation de l'anglais) : Tout d'abord, je voudrais m'associer aux orateurs qui m'ont précédé pour féliciter le Président de son élection à la présidence de la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies et l'assurer de la coopération et de l'appui constructifs de la délégation hongroise dans ses travaux si importants.

Je voudrais rappeler que l'année dernière, lors du quarantième anniversaire de la création des Nations Unies, nous avons entrepris une analyse complète des activités de l'Organisation au cours des dernières décennies et de son rôle dans le système de la politique internationale. A mon avis, le fait qu'à cette occasion, des représentants d'Etats Membres, dont la République populaire hongroise, ont réaffirmé à l'unanimité l'attachement de leur pays aux buts et principes consacrés dans la Charte des Nations Unies est d'une très grande importance aussi bien pour la présente session que pour l'avenir de l'Organisation. Nous avons tous, à ce moment-là, exprimé notre intérêt et notre volonté de coopérer aux travaux de cette instance unique et irremplaçable de la politique mondiale et c'est dans cet esprit que nous avons demandé que des efforts soient faits pour accroître son efficacité et rehausser son prestige.

Le Gouvernement de la République populaire hongroise est convaincu qu'aujourd'hui, l'Organisation mondiale est confrontée à des tâches encore plus importantes et plus complexes que celles qui avaient été prévues par ses fondateurs. Aujourd'hui, préserver les générations futures du fléau de la guerre signifie empêcher la guerre nucléaire, sauver l'humanité tout entière, garantir sa survie et maintenir la civilisation humaine. Nous sommes fermement convaincus que

M. Varkonyi (Hongrie)

la guerre nucléaire peut être évitée et que l'Organisation internationale a un rôle important à jouer à cet égard. Mais elle ne pourra remplir sa mission que si les Etats Membres suivent la voie tracée par les buts et principes proclamés au moment de sa création. Dans la situation internationale tendue qui existe aujourd'hui, cette voie saurait moins encore être la dangereuse politique d'affrontement, la continuation de la course aux armements, l'expansion de relations économiques inévitables et discriminatoires et, en général, la création de conditions encore plus indignes pour l'homme du XXe siècle qu'elles ne l'ont été à n'importe quel moment au cours des 40 dernières années. Nous devons avancer sur la voie de la coopération égale et fructueuse si nous voulons que prévalent les principes consacrés dans la Charte.

C'est précisément de l'intention d'appliquer ces principes mêmes, de la nécessité de créer des conditions conformes à notre époque pour atteindre les nobles buts consacrés dans ces principes et de la réalité de l'interdépendance des Etats du monde que mon Gouvernement s'est inspiré lorsque, avec les gouvernements de neuf autres Etats Membres, il a adressé une lettre au Secrétaire général des Nations Unies pour proposer l'inscription à l'ordre du jour de la question de la création d'un système général de paix et de sécurité internationales. En proposant la préparation d'un document qui résumerait les principes fondamentaux qui doivent régir la création d'un système de sécurité englobant tous les domaines des relations internationales, nous entreprenons des efforts communs pour jeter les bases d'une coopération internationale de vaste portée et non de l'affrontement et de la méfiance, qui continuent de se manifester avec une fréquence régulière dans les relations entre Etats. Car nous sommes convaincus qu'à notre époque, la sécurité d'aucun Etat ne peut être garantie au détriment de celle des autres. Par conséquent, nous maintenons que la sécurité internationale doit également être comprise dans sa complexité, dans ses rapports avec les facteurs politiques, militaires, économiques et humanitaires. Cette approche exige souvent une réévaluation de nos positions précédentes et, en adoptant des opinions conformes aux préceptes de l'époque, une recherche conjointe de solutions aux problèmes qui soient acceptables pour tous.

Un excellent cadre pour cette recherche nous est fourni, à notre avis, par les Nations Unies, dont les activités englobent pratiquement tous les domaines de la

M. Varkonyi (Hongrie)

coopération internationale, et où il est possible de coordonner les intérêts de tous les Etats.

Les tendances à l'affrontement et à la détente sont simultanément à l'oeuvre dans la politique internationale. La situation internationale est en proie à de graves tensions alors que l'humanité se trouve à la croisée des chemins. Nous espérons que la tendance à la détente et à la coopération internationale prévaudra de nouveau dans un avenir pas trop lointain, et le Gouvernement de la République populaire hongroise oeuvre dans ce sens. Dans cette tâche, nous sommes encouragés de constater que le monde prend de plus en plus conscience de ce que les contradictions et les problèmes ne peuvent être réglés par la politique de la force. Nous sommes par conséquent convaincus que la quarante et unième session de l'Assemblée générale des Nations Unies apportera une importante contribution au renforcement des tendances positives dans la politique internationale.

La situation internationale actuelle exige que chaque Etat Membre redouble d'efforts, car tous les pays ont la responsabilité de faire ce qu'ils peuvent pour arrêter et inverser les tendances défavorables qui menacent l'avenir de toute l'humanité.

M. Varkonyi (Hongrie)

A cet égard, les activités des grandes puissances, qui ont une responsabilité particulière dans le destin du monde, sont d'une importance capitale. La communauté internationale s'est donc félicitée de la réunion à Genève, l'année dernière, des dirigeants au sommet de l'Union soviétique et des Etats-Unis, réunion qui, dans un certain sens, a constitué le point de départ d'un phénomène positif dans les relations soviéto-américaines et dans la politique mondiale en général. Nous continuons de suivre avec beaucoup d'intérêt et d'espoir l'évolution des relations entre ces deux pays, et nous espérons que les contacts pourront enfin, dans un avenir pas trop lointain, déboucher sur un nouveau sommet qui aura des incidences favorables pour l'avenir de l'humanité. Nous sommes convaincus que les tensions et la méfiance ne peuvent être éliminées des relations entre les deux grandes puissances que par le biais de pourparlers constructifs et sur le fond, permettant d'aboutir à la réduction des stocks d'armes, au désarmement et à une coopération plus large fondée sur l'avantage mutuel.

Le Gouvernement de la République populaire de Hongrie est fermement convaincu que les initiatives des Etats membres du Pacte de Varsovie en vue d'éliminer les armes de destruction massive d'ici la fin du siècle et de réduire les forces armées et les armements en Europe fournissent une excellente base pour maintenir au niveau le plus faible possible l'équilibre militaire entre les systèmes d'alliance existants et opposés. Afin de lancer le processus de réduction, il faut utiliser toutes les instances de désarmement et rechercher toutes les possibilités de compromis mutuellement acceptable.

Nous considérons que le moratoire sur les essais nucléaires, qui a été annoncé unilatéralement par l'Union soviétique il y a plus d'un an et prorogé plusieurs fois depuis lors, est d'une importance capitale dans ce contexte. Il est encourageant de constater qu'une grande partie de l'opinion publique mondiale a une attitude commune à l'égard de l'interdiction complète des essais d'armes nucléaires d'une part, et se prononce contre le stockage de différents types d'armes nucléaires, et l'extension de la course aux armements à l'espace extra-atmosphérique d'autre part. Cela prouve, de manière convaincante selon nous, que la nécessité d'une coexistence sûre et d'une coopération entre les pays ayant des systèmes sociaux et des intérêts différents est devenu un impératif à notre époque. Nous pensons que chaque Etat Membre devrait se rendre compte qu'il est

M. Varkonyi (Hongrie)

urgent de freiner la course aux armements et agir conformément à cette conviction dans l'intérêt de l'humanité tout entière et dans celui de son propre peuple. Nous espérons donc sincèrement que tous les Etats réagiront dans un esprit constructif aux défis de l'âge nucléaire et à nos propositions présentées pour relever efficacement ces défis.

Nous sommes bien conscients que la situation qui règne dans différentes régions ou groupes de pays est très influencée par le climat politique international et l'état général des relations internationales alors que, bien entendu, la situation internationale est également influencée par l'évolution de ces régions et les problèmes qu'elles connaissent. La Hongrie, pas plus qu'aucun autre pays, ne saurait demeurer indifférente face aux événements qui se produisent dans des pays et des continents géographiquement éloignés lorsqu'elle ressent les effets de ces événements, indirectement en ce qui concerne la situation internationale, et directement dans ses relations bilatérales. Nous sommes particulièrement préoccupés par les crises graves qui existent dans certaines régions. L'expérience historique acquise depuis 40 ans montre bien que tout conflit, qu'il soit local ou régional, ne manquera pas de devenir une grave menace pour la paix et la sécurité dans la région en cause et dans le monde entier; d'où l'intérêt vital pour tous les Etats Membres des Nations Unies d'obtenir le règlement de tels conflits par des moyens pacifiques, c'est-à-dire par la négociation.

Il est aujourd'hui plus évident que jamais que la seule voie permettant de parvenir à un règlement juste et durable des crises est celle de négociations constructives avec la participation de toutes les parties intéressées.

La République populaire de Hongrie est prête à appuyer toute initiative qui permettrait d'éliminer les situations de crise. Elle est convaincue que les débats concernant ces problèmes devraient, également aux Nations Unies, être marqués par un désir sincère et collectif de solution et de coopération plutôt que d'affrontement. Nous sommes convaincus que l'arsenal des moyens politiques disponibles pour le règlement des conflits régionaux est loin d'être épuisé. Il est de notre intérêt commun de rechercher de nouvelles voies et de nouveaux moyens qui soient en harmonie avec les principes de relations internationales généralement acceptés.

M. Varkonyi (Hongrie)

Cela s'applique à tous les problèmes régionaux, par exemple à la crise du Moyen-Orient, pour laquelle une solution juste et durable pourrait être trouvée au cours d'une conférence internationale qui devrait être organisée sous les auspices des Nations Unies avec la participation de toutes les parties intéressées. Les préparatifs d'une telle conférence devraient commencer le plus rapidement possible. Cela est également vrai pour le conflit Iraq-Iran, pour lequel une solution véritable ne sera possible que s'il est mis fin par des moyens pacifiques et sans aucun délai à cette guerre insensée qui dure depuis sept ans. Il en va de même pour la situation en Afghanistan où, selon nous, les chances de voir les hostilités prendre fin se sont récemment considérablement améliorées. Les initiatives et les efforts des pays de l'Asie du Sud-Est renferment l'espoir que la région peut devenir une région de paix, de coopération et de stabilité une fois que ces problèmes auront été réglés par des efforts communs. Si les propositions de la République populaire démocratique de Corée étaient acceptées, cela contribuerait également à instaurer un climat de paix et de sécurité dans la péninsule coréenne et permettrait une réunification démocratique et pacifique de la Corée. Mon gouvernement appuie pleinement toutes ces propositions ainsi que toutes celles visant à faire de la région une zone exempte d'armes nucléaires.

Nous sommes de plus en plus préoccupés par la dernière crise - et sans doute la plus grave de ces dernières années - qui existe en Amérique centrale et dans la région des Caraïbes, où les tensions s'accroissent et où les actes menaçant la souveraineté des Etats dans cette région se sont intensifiés. Nous appuyons la sincère recherche de solutions politiques ainsi que les efforts du Groupe de Contadora. Le fait d'envisager la violence et l'intervention armée, directement ou indirectement, ne va pas régler les problèmes, mais ne peut, au contraire, qu'aggraver la situation.

Les problèmes économiques et politiques de l'Afrique dépassent largement les limites du continent et ne pourront être réglés que par des mesures internationales importantes et concertées. Les Nations Unies et leurs institutions spécialisées, ainsi que les organisations régionales, oeuvrent activement en ce sens. Cependant, la situation dans la partie australe de l'Afrique devient de plus en plus dangereuse.

L'opinion publique mondiale condamne à l'unanimité et avec indignation le régime raciste inhumain de l'Afrique du Sud, son extension en Namibie, qu'il occupe

M. Varkonyi (Hongrie)

illégalement depuis 20 ans et les actes d'agression de Pretoria contre les Etats souverains voisins, qui ont pour objet la déstabilisation de la région. Mon gouvernement exige la mise en oeuvre sans condition des résolutions du Conseil de sécurité des Nations Unies sur l'indépendance de la Namibie et l'élimination rapide du régime d'apartheid, qui constitue une violation grave et massive des droits de l'homme. Nous sommes favorables à l'imposition de sanctions globales et obligatoires à l'Afrique du Sud raciste et à l'application d'un programme d'action pour régler les problèmes de toute cette région.

Les Conventions internationales sur les droits de l'homme, notamment le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, dont nous célébrons cette année, dans le monde entier, le vingtième anniversaire, sont des points de repère importants de la coopération dans le cadre de notre Organisation mondiale.

L'application et la protection des droits de l'homme en Hongrie sont un principe fondamental du système social de mon pays. En ce qui nous concerne, nous encourageons le respect des droits de l'homme par le développement de nos institutions politiques et de notre législation, par le renforcement constant de la démocratie socialiste et par l'accomplissement de nos obligations internationales.

Nous accordons une grande importance aux efforts des Nations Unies en vue d'éliminer les violations graves et massives des droits de l'homme et de garantir le respect de ces droits. Je tiens à souligner dans ce contexte que mon gouvernement a établi une coopération très utile et constructive avec les organes internationaux qui suivent l'application des conventions internationales et nous sommes convaincus que l'adhésion du plus grand nombre d'Etats possible à ces conventions contribuerait grandement à une application universelle des droits de l'homme.

M. Varkonyi (Hongrie)

L'application universelle des droits de l'homme entraîne bien naturellement l'exercice et la protection du droit des nationalités. Une participation complète et égale de toutes les nationalités vivant dans notre pays à la vie économique, politique et culturelle de notre société est un élément important de l'unité nationale en Hongrie. En garantissant des cadres institutionnels et démocratiques pour leur existence et pour l'exercice de leurs droits collectifs notre Etat encourage le développement du sentiment d'identité de ces nationalités.

Une nouvelle évolution, le renforcement de la coopération multilatérale dans les domaines humanitaires et des droits de l'homme ainsi que dans les domaines sociaux, pourront apporter, à notre avis, une contribution importante à la création d'un système global de sécurité internationale. C'est une réalité de notre époque que le renforcement de la sécurité des Etats est inséparable des efforts en vue de l'application des droits de l'homme, car le renforcement de la sécurité internationale est également suivi du développement de la coopération entre les Etats, dans les domaines humanitaires comme dans les autres domaines. Dans cette entreprise, l'Organisation des Nations Unies continuera de jouer un rôle très important, par ses propres moyens.

L'histoire de ces dernières décennies nous a permis de constater que plus la coopération économique entre des pays aux systèmes sociaux différents est forte, plus les relations politiques entre ces pays seront à même de s'établir sur des bases solides.

Malheureusement, la situation actuelle de l'économie mondiale ne nous pousse pas à l'optimisme. Beaucoup recherchent de mille manières les moyens d'éviter les conséquences néfastes des économies en crise dans le monde. Pour nous, seules des solutions acceptables pour tous les pays doivent être considérées comme réalistes, applicables et constructives. Cette approche nous est imposée par nos intérêts communs à long terme dans une restructuration égale et juste des relations économiques internationales, respectant la souveraineté et les intérêts légitimes de tous les Etats de l'Organisation des Nations Unies. L'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées représentent l'instance naturelle pour de tels efforts.

Les documents très importants adoptés par ces organisations stipulent les bases appropriées à l'établissement d'un système de sécurité économique

M. Varkonyi (Hongrie)

internationale. Il est grand temps d'entreprendre des efforts pour l'application des principes démocratiques régissant les relations économiques internationales qui doivent servir de base à un système fondé lui-même sur l'intérêt mutuel, la non-discrimination et dans le principe et la pratique, sur la confiance mutuelle. L'ajustement incessant d'intérêts économiques et politiques souvent très différents est indispensable à l'économie mondiale et à ses différentes composantes, les économies nationales et les intégrations économiques, pour être en mesure de poursuivre des politiques économiques orientées vers la croissance dans des conditions favorables.

Mon pays porte un intérêt fondamental à la création d'un environnement économique mondial qui garantisse des conditions favorables au développement de la coopération économique internationale. Un tel environnement contribuerait également à la réalisation de nos objectifs économiques. Voilà une autre raison pour laquelle nous sommes prêts, avec les autres Etats Membres des Nations Unies, à accepter toute proposition et à prendre toute mesure susceptibles de nous rapprocher des objectifs mentionnés.

En raison de son emplacement géographique, de ses traditions historiques et de ses circonstances nationales, la Hongrie accorde une importance toute particulière à l'Europe. Nous sommes directement et profondément touchés par les événements européens qui dans un contexte plus large sont partie intégrante des politiques mondiales.

L'expérience acquise au cours d'une période de plus de dix ans dans le processus de coopération et de sécurité en Europe nous remplit d'espoir. Bien sur, l'Europe n'a pas encore connu un profond changement dans les relations entre les deux groupements politico-militaires opposés et jusqu'ici il était impossible de réduire les forces armées accumulées au-delà de toute raison, y compris les armes nucléaires les plus destructrices et d'autres types d'armes de destruction massive. Mais l'intensité des foyers de tension et leurs conséquences nuisibles se sont quelque peu affaiblies dans les relations entre Etats européens, et c'est dans le cadre de ce processus qu'un accord important pour la réduction du risque de guerre en Europe a pu récemment être réalisé à Stockholm.

L'Europe s'est forgé une expérience de grande valeur dans de nombreux domaines de la coexistence pacifique, de l'interdépendance et de la coopération fondée sur

M. Varkonyi (Hongrie)

la confiance entre les Etats aux systèmes sociaux différents, appartenant à différentes alliances militaires ou bien neutres ou encore non alignées. La Hongrie, elle aussi, a acquis un grand nombre d'expériences fructueuses dans ce domaine. L'Acte final signé à Helsinki en 1975 par les représentants des 35 Etats participants s'est transformé en un système particulier de relations est-ouest au cours de ces dix dernières années. Ce système a fait la preuve que, même dans les conditions de graves tensions des dernières années, la communauté d'intérêts peut atténuer les différences, les tensions graves, les crises de confiance. L'expérience ainsi acquise est également très instructive pour l'évolution de la situation politique dans le monde entier.

Mon pays souhaite vivement que se poursuive le processus d'Helsinki et fait de son mieux pour l'encourager. Comme en témoignent l'organisation fructueuse du Forum culturel tenu à Budapest, l'automne dernier, et les centaines de propositions et de recommandations présentées à cette occasion par des délégués de gouvernements participants et des personnalités du monde culturel. Pour ce qui concerne le développement de la coopération, nous maintenons que toutes les parties devraient chercher à adopter une interprétation cohérente de l'Acte final pour conserver l'équilibre entre les trois paniers et pour mettre en oeuvre les recommandations sur une vaste échelle. La troisième réunion de suivi va bientôt commencer à Vienne, capitale de l'Autriche neutre. Nous espérons sincèrement que celle-ci représentera un jalon important dans l'intensification future de la coopération entre les Etats y participant. A cet égard, nous pensons qu'il est devenu nécessaire et possible pour l'Europe de s'engager sur la voie du désarmement réel. Les propositions énoncées à Budapest par les Etats membres du Pacte de Varsovie, concernant un programme global de réduction des forces armées et armements classiques en Europe, visent à servir cet objectif. Nous pensons que ces propositions sont réalistes, opportunes et suffisamment souples pour fournir un point de départ à de véritables négociations. Nous espérons que l'initiative de Budapest contribuera à parfaire la détente politique, grâce à la détente militaire et acquerra une importance semblable à celle de l'Appel de Budapest de 1969, qui a conduit à la Conférence d'Helsinki, un événement historique pour notre continent.

Je suis persuadé que ce que je viens de dire vous aura convaincus que la République populaire de Hongrie façonne sa politique étrangère et ses relations

M. Varkonyi (Hongrie)

internationales dans l'esprit de la Charte des Nations Unies. Notre objectif immédiat est d'obtenir les conditions internationales les plus favorables possibles pour notre construction nationale. C'est pourquoi nous nous efforçons de prendre une part active aux efforts visant à préserver la paix dans le monde et à renforcer la sécurité internationale. Nous recherchons une coopération authentique dans les domaines économiques, politiques et humanitaires ainsi que dans tous les autres domaines avec tous les pays disposés à une coopération internationale fondée sur le respect des droits et des intérêts de tous ainsi que sur de bonnes relations entre les Etats et qui sont conscients de l'intérêt vital à construire des relations plus vastes et plus fortes en créant et en renforçant la confiance entre les Etats dans tous les domaines des relations internationales.

1986 est l'Année internationale de la paix. Son appel à la compréhension et à la coopération mutuelles a suscité un grand intérêt dans tous les pays du monde dont le mien. C'est dans cet esprit que je tiens à vous assurer que la délégation hongroise adoptera des attitudes constructives à l'égard de tous les problèmes qui seront abordés dans les prochaines semaines. Elle est prête à contribuer autant qu'elle le peut au succès des délibérations de l'Assemblée générale et aux efforts pour faire en sorte que la quarante et unième session apporte des résultats tangibles dans la préservation de la paix mondiale, dans l'amélioration de l'atmosphère politique générale et dans la promotion de la coopération internationale.

M. SHAMIR (Israël) (interprétation de l'anglais) : Cette session de l'Assemblée ouvre la cinquième décennie des Nations Unies. J'espère que l'ère que cette instance entame verra les rêves de ses pères fondateurs devenir réalité.

Leurs idéaux se sont inspirés et s'inspirent encore de la sauvegarde des principes d'universalité et d'égalité, du désir authentique de maintenir la paix et la sécurité internationales, de la promotion de la coopération internationale pour résoudre les problèmes mondiaux et du respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales.

Malheureusement, ces nobles principes ont été viciés et totalement dénaturés. Des extrémistes se sont emparés de cette instance. Ils l'ont contrainte à s'écarter de l'unique traité de paix au Moyen-Orient : les Accords de Camp David. Ils lui ont imposé un rituel annuel, qui consiste à adopter des douzaines de résolutions partiales et sans objet concernant mon pays. En s'adonnant à ces exercices futiles, les Nations Unies gâchent un temps précieux, des fonds et des ressources qui pourraient servir à lutter contre la faim et la pauvreté.

Ces questions, comme d'autres, ne sont toujours pas résolues et exigent une attention constante et sérieuse. La domination répugnante de l'apartheid en Afrique du Sud figure au premier rang de ces questions.

Israël, fidèle aux valeurs fondamentales de la morale et de la démocratie, ne saurait rester muet face à la discrimination raciale, où qu'elle se manifeste. Nous rejetons et condamnons l'apartheid, en tant que système politique, social et économique. Israël estime également que la violence ne peut pas conduire à des réformes en Afrique du Sud. Il est urgent que nous instaurions un climat propice à un règlement politique, pour éviter de sombrer plus encore dans le chaos économique, les souffrances et le bain de sang. Nous espérons que les dirigeants responsables de toutes les parties favoriseront l'instauration d'un tel climat et que le Gouvernement sud-africain entamera des négociations répondant aux aspirations politiques légitimes de tous les Sud-Africains, quelle que soit leur race ou leur couleur.

Au coeur du continent africain, nombreux sont encore ceux qui souffrent de la faim, de la maladie et de la pauvreté. Le monde est de plus en plus conscient de la nécessité de leur venir en aide. Il faut les nourrir, et tout de suite. Nous avons contribué à cet effort, mais nous croyons aussi qu'il nous faut aider les pays

M. Shamir (Israël)

où sévit la famine à acquérir les moyens à long terme de la combattre et d'engager leurs économies sur la voie du développement et de la croissance.

Au cours de l'année écoulée, l'Assemblée générale a tenu une session extraordinaire consacrée à la situation économique critique en Afrique. L'Organisation de l'unité africaine (OUA) a mis sur pied une stratégie de développement qui rappelle celle d'Israël. Au cours de cette session extraordinaire, Israël a fait part de sa détermination de contribuer au plus vite à la réalisation de ces objectifs. Nous avons proposé de partager notre expérience en agriculture et en désertification, en médecine et en éducation, et dans le domaine général du développement économique. Nombreux en Afrique sont ceux qui se souviennent de nos premières contributions dans ce domaine.

Notre expérience s'appuie sur 28 ans d'aide israélienne à plus de 100 pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine. Nous avons formé plus de 55 000 spécialistes des pays en développement. Nous avons fait profiter de notre expérience des institutions spécialisées des Nations Unies. Nous sommes prêts à faire davantage.

De nombreux pays africains, qui avaient rompu leurs relations avec Israël en 1973 et en 1974, sont maintenant en train de les renouer. Je tiens à rendre hommage au courage des chefs d'Etat qui se sont engagés à renouer officiellement des relations diplomatiques avec nous en dépit des pressions extérieures.

Nous tendons la main de l'amitié et de la coopération à toutes les nations africaines et espérons que davantage de pays renoueront bientôt des relations diplomatiques complètes avec Israël.

Le Moyen-Orient, avec ses vastes ressources terrestres et minérales, a les moyens d'entrer d'un bond dans une nouvelle ère, celle du XXI^e siècle, une ère de grande prospérité économique et de vie meilleure pour des millions d'êtres humains. Mais cet espoir dépend de l'issue d'une lutte indécise entre ceux qui recherchent le progrès et ceux qui sans cesse plongent la région dans le désordre et la haine.

La guerre cruelle qui oppose depuis six ans l'Iran à l'Iraq est sans doute l'exemple le plus tragique du fanatisme qui afflige notre région. Cette guerre a fait plus d'un million de victimes; elle a réintroduit des moyens de guerre hors la loi, tels que les gaz et les armes chimiques, et la torture systématique des prisonniers; elle a nui au monde entier en menaçant la liberté de navigation et le

M. Shamir (Israël)

libre acheminement du pétrole. Il est regrettable de devoir dire qu'en dépit de leurs diverses affirmations, ces deux gouvernements en guerre n'ont pas l'air vraiment décidés à trouver les moyens de mettre fin à cet horrible carnage.

Le Liban est un autre endroit où sévit le fanatisme et où l'on déplore de terribles pertes humaines. L'absence chronique d'un gouvernement efficace, capable de contrôler et de réconcilier des factions rivales, est à l'origine de cette tragédie. En l'absence d'une autorité centrale forte, le Liban n'a pu s'acquitter des obligations les plus élémentaires d'un gouvernement : le contrôle de son propre territoire contre l'anarchie et la terreur à l'encontre de ses propres citoyens et de ceux des Etats voisins.

Les premiers à pâtir de cette anarchie ont été les Libanais eux-mêmes. Plus de 100 000 d'entre eux ont été massacrés durant la guerre civile qui a fait rage de 1975 à 1976, et des milliers d'autres ont été tués au cours d'attaques de factions. Le Gouvernement libanais n'exerce aucune juridiction efficace sur aucune partie du pays, pas plus sur la plaine de la Beeka que sur Tripoli, où 20 000 troupes syriennes occupent le territoire libanais, ni sur les montagnes du Snouf, ni même à Beyrouth. De telles conditions encouragent le règne des fusils, des roquettes et des bombes au Liban.

La partie australe du pays n'a bien évidemment pas échappé à cette sombre hégémonie. A commencer par l'OLP, divers groupes terroristes ont utilisé le sud comme tremplin pour lancer des attaques terroristes contre Israël. Ceux qui avaient espéré qu'une Pax syriana pacifierait le Liban se sont complètement leurrés. En effet, en exerçant sa domination sur le Liban, la Syrie a dressé les factions les unes contre les autres et utilisé le Liban comme une base d'attaques terroristes par procuration contre Israël et d'autres cibles à travers le monde.

Cette stratégie syrienne, adoptée maintenant par l'Iran, devrait préoccuper la communauté internationale tout entière. Le seul et unique objectif d'Israël au Liban est de protéger la partie nord d'Israël contre des attaques lancées à partir du Liban. C'est de la légitime défense sous sa forme la plus simple. Nous ne permettrons pas que des citoyens israéliens paient de leur vie l'incapacité du Liban de contrôler son propre territoire.

M. Shamir (Israël)

Nous continuerons de prendre des mesures indispensables pour défendre notre population. Nous espérons que le Liban pourra établir un gouvernement efficace avec lequel nous pourrions convenir d'accords permanents de sécurité. Entre-temps, nous continuerons de travailler avec tout parti libanais véritablement soucieux d'empêcher la terreur dans le sud du Liban et le nord d'Israël.

La FINUL a essayé d'aider à amener la stabilité dans la région. Elle joue un rôle utile. Elle a subi des pertes douloureuses dans ce processus, notamment au cours de la dernière série d'attentats meurtriers. Nous exprimons nos plus sincères condoléances aux familles endeuillées et à leurs gouvernements respectifs. Nous devons être clairs, cependant, sur le rôle que peut et ne peut pas jouer la FINUL. Les forces internationales sont le plus efficace lorsqu'elles servent de tampon entre deux Etats désireux l'un et l'autre de faire régner la paix le long de leurs frontières communes. Contrairement aux voisins d'Israël sur deux autres frontières, ce n'est pas le cas avec le Liban. C'est pourquoi la FINUL, contrairement à la force multinationale dans le Sinaï et à la Force des Nations Unies chargée de surveiller le désengagement des hauteurs du Golan, n'a pas été en mesure d'agir comme tampon efficace depuis sa création par les Nations Unies. On ne peut demander à des troupes qui maintiennent la paix de combattre les terroristes. Ce rôle doit être laissé aux gouvernements et aux peuples de la région du conflit. Nous continuerons de coopérer avec la FINUL et maintiendrons les accords de sécurité indispensables pour défendre notre frontière septentrionale.

Israël suit avec préoccupation les conflits plus larges engagés dans notre région : entre extrémistes et non-extrémistes, entre les régimes conservateurs, les révolutionnaires, parmi les mouvements religieux militants et les différentes didactures elles-mêmes. Nous ne pouvons pas faire grand-chose pour agir sur cette violence tragique et chronique. Nous ne pouvons agir - comme nous l'avons fait et continuerons de le faire - que dans le cadre limité des différends entre les Etats arabes et Israël.

Depuis l'indépendance d'Israël, nous avons fait tous les efforts possibles pour aboutir à la paix avec nos voisins. Pour nous la paix est une partie intégrale et normale de notre héritage. Le peuple juif est un peuple démocratique et libre qui s'efforce de restaurer sa vie nationale dans la patrie ancienne des

M. Shamir (Israël)

Juifs - sa seule patrie. Israël est un havre pour le persécuté, une terre où chaque Juif, quelle que soit son origine, se sent chez lui. C'est dans une atmosphère de paix et de sécurité que nous pouvons le mieux réaliser nos idéaux et nos objectifs. Nous chérissons donc la paix; nous prions pour elle et enseignons ses bienfaits à nos enfants. Toute la population s'est jointe à nous lorsque, après des décennies de guerres qui nous ont été imposées, nous avons été en mesure de construire un pont de paix avec un de nos voisins arabes.

L'année passée, nous avons fait des efforts tout particuliers pour élargir cette paix. En juillet, le premier ministre Shimon Peres s'est rendu au Maroc pour s'entretenir avec le roi Hassan. Nous avons fait des efforts pour renforcer le traité de paix avec l'Egypte et résoudre les problèmes qui sont toujours en suspens. Nous espérons que nous sommes à la veille d'une amélioration substantielle des relations entre nos deux pays. Une telle amélioration est en elle-même vitale et revêt une importance encore plus grande pour les perspectives de paix avec les autres Etats arabes.

Il y a quelques jours, nous avons célébré le huitième anniversaire de la signature des accords de Camp David. Au fil du temps, nous avons pu constater que ces accords ont été un tournant dans l'histoire du Moyen-Orient. Ils se sont avérés décisifs pour sortir de cette spirale guerrière, et ils ont prouvé sans équivoque, qu'il n'y avait pas d'alternative aux négociations directes. Jusqu'à ce jour, ils demeurent le seul plan de compromis et de paix entre Israël et ses voisins arabes. Toutes les tentatives de "court-circuiter", d'annuler ou de dénigrer les accords de Camp David ont échoué, parce qu'elles ne tenaient pas compte des besoins minimums des deux parties, et qu'ils n'étaient pas ancrés dans des propositions acceptables par toutes les parties.

Les trois signataires des accords de Camp David sont toujours les parties principales vers lesquelles se tournent ceux qui sont soucieux de la paix au Moyen-Orient. Ensemble, ils disposent de la clef du progrès vers la paix. Par son engagement à respecter ces accords, l'Egypte a gagné prestige et stature. Nombre de ceux qui, dans le monde arabe, ont attaqué et boycotté l'Egypte, se tournent maintenant vers l'Egypte pour qu'elle joue un rôle de premier plan dans les négociations de paix. On se tourne bien sûr aussi vers les Etats-Unis. Beaucoup ont fini par apprécier l'influence positive qu'ils ont eue sur le processus

M. Shamir (Israël)

politique dans notre région. Pour sa part, Israël souhaite toujours faire avancer sans plus tarder le processus de paix. Le traité de paix avec l'Égypte devait être le premier d'une série qui constituerait un règlement général du conflit arabo-israélien.

Ceux qui craignent la paix, qui cherchent à éviter la paix avec Israël, essaient de promouvoir une alternative aux négociations directes et, en dernier lieu, à la paix elle-même, par le biais d'une conférence internationale. Qu'il me soit permis de répéter que l'expérience prouve que la voie de la paix ne peut être poursuivie que par les négociations directes. Des succédanés à de telles négociations ne peuvent que nous écarter de la paix. L'histoire de notre région est la preuve éclatante de cette simple vérité.

Le Gouvernement d'Israël a, à maintes reprises, fait appel au roi Hussein de Jordanie pour qu'il entame des négociations de paix directes avec Israël. Nous reconnaissons qu'une fois qu'il décidera de répondre à notre appel, la Jordanie devra faire face à une opposition considérable de la part de certains milieux arabes. Cette opposition, cependant, ne sera pas apaisée par le moyen d'une conférence internationale. La Jordanie devra en fin de compte décider si les avantages de la paix avec Israël compensent les risques et les difficultés engagés dans ce processus. Mais la Jordanie doit comprendre que c'est avec Israël que la paix devra se faire, pas avec un organe international. La première manifestation d'une véritable volonté de s'acheminer vers la paix consiste à se déclarer prêt à traiter directement avec son ancien adversaire. Il n'y a pas d'autres voies conduisant à une réconciliation véritable.

Nous croyons fermement que l'absence de démocratie et de liberté dans notre région est un obstacle majeur à la paix. Seule la démocratie offre la garantie de la liberté, l'espoir du progrès et les perspectives de paix. Nous ne croyons pas qu'aucun peuple veuille la guerre. Nous ne croyons pas que les peuples arabes veuillent la guerre. Les guerres d'agression sont lancées par des gouvernements qui ne tiennent pas compte de la volonté de leur peuple et ne reflètent pas leurs aspirations. C'est la raison pour laquelle nous devons espérer que les gouvernements démocratiques régneront un jour prochain au Moyen-Orient car c'est ce jour-là qu'une paix véritable et permanente s'installera dans notre région. Pour que ce jour vienne plus vite, nous devons appeler les pays qui veulent la paix au

M. Shamir (Israël)

Moyen-Orient à soutenir fermement les pourparlers directs entre la Jordanie et Israël. Nous faisons appel à eux pour qu'ils fassent preuve de leur volonté manifeste de renforcer un accord de paix en déclarant qu'ils sont prêts à y souscrire immédiatement. En outre, ceux qui soutiennent la paix devraient s'engager à apporter l'assistance et le soutien dont le Gouvernement et le peuple jordaniens auront besoin pour se lancer dans un programme ambitieux de développement qui accompagnera la mise en place du traité de paix. Les bénéfices de la paix doivent être rapides et exemplaires pour convaincre ses opposants.

Notre région - le monde entier en fait - est affligé par l'extension du terrorisme arabe. Il n'y a pas de limite à ses atrocités. Même les lieux de culte ne sont pas épargnés par ces meurtres gratuits. La récente attaque d'une synagogue à Istanbul n'était que la dernière et la plus dévastatrice d'une série d'attaques contre les lieux de culte juifs. Mais les Juifs ne sont pas les seules victimes. La terreur arabe a conclu un pacte sanglant avec les terroristes du monde entier pour combattre l'ennemi commun - dont Israël et les Juifs ne sont qu'un élément - la communauté des nations démocratiques. La lutte contre cette menace est par conséquent la lutte de toutes les nations civilisées et libres.

M. Shamir (Israël)

Ce qu'on appelle l'Organisation de libération de la Palestine a été le pivot de cette alliance de terreur. Elle a été le pionnier dans l'art des détournements, des bombardements, des enlèvements et des massacres à l'échelle internationale. En 1982, l'OLP utilisait déjà depuis 10 ans son mini-Etat au Liban pour entraîner et armer des groupes de terroristes en provenance de cinq continents, des extrémistes de gauche aux bandes néo-nazies. Ensemble, la Libye, la Syrie et l'Iran ont financé, entraîné, armé et abrité les terroristes.

Depuis notre action au Liban, en 1982, l'OLP s'est scindée en une pléiade de bandes terroristes rivales, dont la plupart sont des mercenaires au service de différents gouvernements. Leur seul objectif commun est de saboter toute tentative de paix et de stabilité. Leur legs de terreur a encouragé d'autres groupes terroristes, dont la majorité est possédée par un désir insensé de semer l'anarchie et la terreur sans la moindre raison.

On a beaucoup parlé des moyens de lutter contre le terrorisme international, mais on a peu agi. Le terrorisme continuera à faire des victimes tant que les terroristes penseront qu'ils peuvent tuer impunément, et finalement acquérir la légitimité et réaliser leurs objectifs politiques. Il faut leur refuser ces victoires. L'apaisement ni la compréhension ne serviront de rien. Ils doivent toujours être condamnés et combattus vigoureusement. Si nous nous voulons sérieusement nous débarrasser du terrorisme international, nous devons lancer une campagne vaste et globale contre les terroristes.

Nous devons expulser les représentants des organisations terroristes, à commencer par l'OLP, de tous les pays engagés dans le combat contre la terreur. Nous devons pourchasser les meurtriers. Ils doivent continuellement être mis en fuite. Cependant, quelles que soient les mesures que nous prendrons contre les tueurs, elle seront insuffisantes. Si nous ne remontons pas à la source, aux régimes dont l'appui et la protection rendent possible le terrorisme, nous ne réussirons pas à renverser cette vague de terreur. Nous devons isoler et punir les Etats terroristes. Nous devons fermer leurs ambassades, expulser leurs diplomates, réduire notre commerce avec eux et coordonner une réponse militaire s'ils persistent dans leurs attaques. Ceux qui refusent de traiter du problème du terrorisme appuyé par un Etat, non seulement empêchent de résoudre le problème, mais facilitent son aggravation.

M. Shamir (Israël)

L'année dernière, de cette tribune même, j'ai parlé de trois dangers principaux auxquels étaient confrontés les pays du Moyen-Orient : l'escalade de la course aux armements classiques, les dangers des armes nucléaires et le grave problème de la guerre chimique. Malheureusement, peu a été fait - en admettant que quelque chose l'ait été - pour réduire ces dangers. L'année dernière, la situation, sous certains aspects, s'est même dégradée.

Le développement le plus spectaculaire a été le recours accru aux armes chimiques par l'Iraq dans sa guerre contre l'Iran. Les Nations Unies ont mené une enquête sur ces agissements que le Président du Conseil de sécurité a condamnés au nom de ses membres. On a aussi la preuve évidente que d'autres Etats du Moyen-Orient, notamment la Syrie, sont en train de mettre au point des armements chimiques.

Le monde libre devrait regrouper les informations sur le sujet et adopter des mesures concertées pour empêcher la mise au point ou l'acquisition d'armes chimiques ou biologiques. Nous ne pouvons faire preuve de lâcheté devant des dictatures qui accumulent ces armes inhumaines, notamment lorsque ces régimes ont montré qu'ils n'hésiteraient pas à les utiliser.

Nous déplorons que les Etats de la région n'aient pas encore commencé les négociations sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires. Nous croyons fermement que, dans une région aussi névralgique que le Moyen-Orient, l'obstacle le plus efficace et le plus crédible à la prolifération devrait être une convention librement et directement négociée sur la création d'une zone exempte d'armes nucléaires.

L'Union soviétique et d'autres pays socialistes ont été parmi eux qui ont appuyé la création de notre Etat en 1948. Mais les choses ont changé. A l'exception de la Roumanie, l'ensemble des pays du bloc oriental ont rompu leurs relations diplomatiques avec nous et ont adopté au Moyen-Orient une politique partielle. Nous nous félicitons bien sûr de toute tentative faite sincèrement pour améliorer ou rétablir les relations diplomatiques entre Israël et tout pays d'Europe de l'Est.

Cette année, pour la première fois en 20 ans, une réunion officielle a eu lieu à Helsinki entre les représentants d'Israël et de l'Union soviétique. Nous espérons que c'est là le signe d'un changement positif dans la politique de l'Union soviétique vis-à-vis d'Israël.

M. Shamir (Israël)

Sans la reprise des relations diplomatiques et sans un changement majeur dans la politique de l'Union soviétique vis-à-vis des Juifs soviétiques, notamment la politique qui les prive d'exercer leur droit fondamental au rapatriement en Israël, il est difficile de voir comment l'Union soviétique pourrait contribuer de quelque façon que ce soit à la paix dans notre région.

La situation difficile de nos frères juifs en Union soviétique a été évoquée à maintes reprises par les représentants d'Israël et par les dirigeants du monde. Pourtant ces souffrances tragiques persistent. Jusqu'à présent l'espoir qu'une direction nouvelle en Union soviétique se traduirait par une amélioration de la situation des Juifs soviétiques ne s'est pas concrétisé. La condition des Juifs soviétiques, notamment de ceux qui souhaitent se rendre en Israël, s'est encore dégradée.

Dans un pays de plus de 100 nationalités parlant plus de 100 langues, les Juifs restent la seule nationalité officiellement reconnue en Union soviétique qui se voit dénier le droit de disposer de son propre héritage culturel et de le transmettre à la génération suivante. Il leur est interdit d'étudier l'hébreu, leur langue traditionnelle. Nulle part en Union soviétique on ne trouve d'école juive où les Juifs peuvent étudier leur histoire, leur littérature et leurs traditions.

Ces dernières années, des centaines de milliers de Juifs d'Union soviétique ont manifesté leur désir de rejoindre leur peuple en Israël. Les autorités soviétiques ont mis un terme à toute émigration de Juifs; moins de 500 Juifs ont pu quitter le pays durant les huit premiers mois de cette année. Des milliers ont vu leur demande de visa de sortie refusée à maintes reprises sous les prétextes les plus futiles. Pour les punir d'avoir osé demander à quitter le pays, ils ont été soumis à toutes formes de harcèlement et de représailles. Parmi ces "refuseniks", on trouve les prisonniers de Sion, qui ont été soumis à des arrestations et à de longues périodes de détention en vertu d'accusations montées de toutes pièces. La raison véritable de leur emprisonnement est hélas bien claire : c'est leur insistance à vouloir émigrer en Israël et à exercer leur droit d'étudier l'hébreu et de préserver leur héritage juif.

La politique soviétique vis-à-vis des Juifs soviétiques est en violation flagrante des conventions internationales des droits de l'homme, dont l'Union soviétique est signataire. Elle va totalement à l'encontre de la lettre et de

M. Shamir (Israël)

l'esprit des accords d'Helsinki. Le refus du Gouvernement soviétique de respecter ses obligations humanitaires les plus élémentaires doit être constamment à l'esprit de tous ceux qui envisagent de signer tout accord avec l'Union soviétique.

De cette tribune, je lance un appel aux gouvernements et aux peuples de bonne volonté partout dans le monde pour qu'ils exhortent instamment le Gouvernement soviétique à se conformer envers les Juifs soviétiques aux normes internationales universellement acceptées. Israël n'aura de repos que lorsque chaque Juif d'Union soviétique pourra exercer son droit à l'émigration et sera libre de suivre sa tradition et sa foi ancestrales.

Les Juifs de Syrie forment une autre communauté juive étouffée. Ils sont soumis par le régime syrien à la discrimination et aux politiques restrictives. Ils ne sont pas libres de vivre où ils le souhaitent. Plusieurs centaines de jeunes femmes juives ne peuvent trouver d'époux dans la communauté juive. Le Gouvernement syrien a toujours refusé de leur permettre de quitter le pays pour se marier dans leur foi et fonder une famille. Les Juifs qui souhaitent voyager à l'étranger doivent laisser leur famille dans le pays comme garantie de leur retour. Tout cela est un autre cas de violation flagrante de la Déclaration universelle des droits de l'homme, dont la Syrie est signataire.

M. Shamir (Israël)

Aucun des problèmes que je viens de décrire, y compris ceux qui concernent notre région, ne sont insolubles. Ils peuvent être résolus si les gouvernements en cause font preuve véritablement de bonne volonté. Nous nous tournons une fois de plus vers les dirigeants de nos voisins arabes avec la main tendue de la paix. Mettons enfin un terme aux belligérances et à la haine. Concrétisons les espoirs en une nouvelle ère de compréhension et de coexistence. Nous n'épargnerons aucun effort dans cette recherche, pas plus que nous n'abandonnerons l'espoir qu'elle portera ses fruits.

Les yeux et les coeurs de millions d'êtres humains qui dépérissent à cause de la faim et de la pauvreté, qui vivent sous des régimes d'oppression qui leur dénie les droits de l'homme les plus fondamentaux, qui sont victimes de la terreur barbare, sont tournés vers nous dans l'espoir que nous pouvons soulager leurs souffrances. Ils attendent de nous, de cet organe, l'espoir en un avenir meilleur. Nous ne pouvons les abandonner et en même temps nous dire toujours fidèles aux idéaux de cette organisation. Nous portons la responsabilité d'entamer dès maintenant notre action dans leur propre intérêt et aussi pour assurer notre place dans l'histoire. Ne les abandonnons pas et ne renonçons pas à nos aspirations pour un monde meilleur et plus sûr.

M. BARROW (Belize) (interprétation de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation de Belize tient à vous féliciter à l'occasion de votre élection unanime au poste élevé de président de la quarante et unième session de l'Assemblée générale. Ce ne sera pas une tâche facile que de diriger les délibérations d'une assemblée aussi disparate, si éminemment polyglotte d'hommes d'Etat internationaux; cependant, nous nous fions à votre sagesse, à votre jugement et à vos succès personnels en tant que diplomate éminent pour nous aider à réaliser un consensus au cours des mois à venir.

Je souhaite exprimer également l'appréciation de ma délégation pour la manière efficace dont le Président sortant, M. Jaime de Piniés, a dirigé les travaux de cette Assemblée au cours de sa quarantième session.

Je voudrais dire également quelques mots de remerciement à notre Secrétaire général, S. Exc. M. Javier Pérez de Cuéllar. Il est certain qu'au cours de son mandat, des défis d'une complexité croissante ont assailli le système des Nations Unies, mais il est tout aussi vrai que ces défis ont été relevés avec

M. Barrow (Belize)

l'ingéniosité et l'habileté si remarquables qui sont devenues les signes distinctifs de la campagne inlassable qu'il mène en faveur de la paix internationale.

Notre présence aux sessions successives de l'Assemblée générale des Nations Unies, notre participation dans les débats et les résolutions et nos contributions financières et en ressources à l'Organisation et à ses institutions soulignent l'importance capitale que des pays tels que Belize accordent au système des Nations Unies. Pour nous, l'organe mondial continue de représenter le meilleur moyen d'éviter, sur le plan international, la marginalisation ou, pire encore, l'extinction.

Du fait de la vulnérabilité inhérente à sa petite taille, Belize reste préoccupé par sa viabilité. Dans notre région, nous sommes tout spécialement sensibles à un environnement géopolitique de plus en plus hostile à toute forme de neutralité, mais les Nations Unies offrent une instance pour des consultations continues et pour la prise des mesures nécessaires pour nous aider à préserver la souveraineté, l'intégrité territoriale, la paix et le bien-être des petits Etats. Il existe d'autres mécanismes régionaux de premier recours, mais à notre avis, ils sont essentiellement complémentaires à l'autorité collective de cette instance véritablement internationale qui, en dernière analyse, fournit les garanties les plus efficaces de ce que la loi de la jungle ne prévaudra pas dans les affaires du monde.

C'est dans ce contexte que les ministres des affaires étrangères de la Communauté des Caraïbes, réunis à Belize en juin de cette année, se sont dits préoccupés de l'érosion persistante du principe du multilatéralisme. Ils ont réaffirmé leur conviction que le processus multilatéral était essentiel pour les petits Etats en développement, tels que ceux des Caraïbes. Ils ont noté avec préoccupation la tendance vers l'unilatéralisme qui s'est reflétée dans le fait de laisser de côté le système des Nations Unies, dans le retrait d'un certain nombre de pays des instances des Nations Unies et dans un appui diminué apporté aux institutions régionales.

Ils ont également fait observer que la crise financière que connaissent les organisations internationales et provenant de retenues faites par certains pays dans leurs contributions budgétaires obligatoires, menaçait l'intégrité de ces

M. Barrow (Belize)

organisations et ils en ont appelé à tous les Etats pour qu'ils apportent leur soutien plein et entier au processus multilatéral. La dynamique de la vie internationale a connu des changements spectaculaires depuis la rédaction de la Charte. En particulier, les années qui ont suivi la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux adoptée par l'Assemblée générale en 1960, ont vu la naissance du phénomène de l'existence de micro-Etats qui sont devenus un caractère accepté du paysage international. Maintenant, plus d'un quart de siècle après cette déclaration historique, le moment est certainement venu de réaffirmer le principe de souveraine égalité qui avait inspiré la Déclaration. Une telle réaffirmation devrait s'exprimer par la voie de réformes politiques apportées au système des Nations Unies, qui constitueraient une manifestation plus concrète, plus musclée et plus pratique de l'idée de dignité pour les petits Etats nouvellement indépendants.

Quelles que soient les propositions qui émergeront en vue du renforcement du système des Nations Unies, il faudra tenir compte de la nécessité fondamentale pour les petits Etats d'être englobés activement dans la communauté internationale, de ne pas se contenter d'être de simples spectateurs, mais de participer sur un pied d'égalité aux travaux pratiques du système international. Par exemple, le Conseil de sécurité ne doit pas rester la chasse gardée des grands et des puissants mais doit refléter la nature en évolution de la réalité internationale. Tous les Etats, grands et petits, devraient être accueillis sur la base d'une rotation établie de façon à permettre à toutes les nations de bénéficier d'une participation constructive, quelles que soient leurs richesses ou leur puissance militaire.

Les réformes, bien entendu, ne doivent pas être une voie à sens unique. Si les pays du tiers monde qui représentent le gros des Membres de l'Organisation des Nations Unies, veulent persuader les grandes puissances de reconnaître la nécessité de travailler dans un cadre plus égalitaire au Conseil de sécurité, il faut qu'eux aussi soient préparés à exercer leur pouvoir en tant que majorité à l'Assemblée générale avec modération et responsabilité.

En particulier, ceux d'entre nous qui appartiennent au Groupe des nations non alignées, devraient utiliser la force qui leur vient de leur nombre pour agir sans parti pris à l'égard des superpuissances et de leurs alliances et philosophies respectives. Trop souvent, il apparaît que nos positions sont tout sauf non alignées. Nous avons besoin de mettre de l'ordre dans notre propre maison et de

M. Barrow (Belize)

revenir à une situation dans laquelle nous appliquerions les principes de notre mouvement de façon uniforme et non sélective. L'Assemblée générale ne devrait pas être une enceinte où discuter d'un ordre du jour stérile et prendre des résolutions partiales, imposées par ce qui apparaît de plus en plus être une utilisation déséquilibrée de notre majorité.

Pour en venir maintenant à la question des relations économiques, là aussi les petits pays méritent des conditions plus équitables, tant dans le contexte des accords bilatéraux que multilatéraux.

En raison de notre culture particulière et de notre histoire, et à la suite d'un choix politique mûr, Belize a opté pour une démocratie parlementaire comme étant le moyen le mieux adapté à l'organisation de notre société, mais nous reconnaissons la fragilité de la démocratie politique lorsqu'elle n'est pas accompagnée par une démocratie économique. Mon gouvernement a par conséquent cherché assidûment à améliorer la vie matérielle de notre peuple, et nous avons fait de grands progrès au cours de l'année écoulée pour mettre en ordre notre système fiscal, pour restaurer la stabilité de notre dollar, arrêter la fuite de capitaux, faire face à la charge du service de la dette, commercialiser nos ressources touristiques et appuyer notre croissance sur les exportations.

M. Barrow (Belize)

Notre économie cependant, comme la plupart des économies du monde en développement, reste en état de dépendance. Il faut donc que nous continuions de faire appel à des courants de capitaux privés ainsi qu'à des aides officielles à des taux préférentiels, sans avoir en contrepartie d'accès préférentiel aux marchés internationaux. Nous nous tournons vers les pays développés pour obtenir leur appui - nous sommes apparentés à ces pays par des traditions communes et une organisation politique et sociale similaire. Nous recherchons également, par leur biais, l'accès aux organisations commerciales et financières multilatérales.

Aussi paradoxal que cela puisse paraître, alors même que nous recherchons la coopération et l'assistance de ces pays, nous protégeons jalousement notre indépendance politique et notre dignité. Au Belize, nous voulons suivre nos propres intérêts, avançant dans la voie démocratique que nous ont fait choisir les circonstances et notre philosophie, mais sans que cela devienne le bagage idéologique d'aucune puissance. Notre façon de voir le monde n'a rien de manichéen puisque nous essayons d'organiser nos relations avec les autres sur la base de la non-ingérence et du respect du droit de tous les peuples de déterminer librement leur propre destin.

En raison de notre position, c'est avec préoccupation que nous assistons aux tentatives que font certains pays puissants pour façonner à leur propre image des Etats plus faibles; ils ont notamment recours à la méthode dite de la carotte et du bâton, promettant d'accroître leur aide, ou menaçant de la réduire, pour obtenir le strict respect de l'orthodoxie qui prévaut chez eux.

Tout cela, bien sûr, ne fait qu'augmenter les dangers inhérents à la dépendance économique, une dépendance économique que les petits Etats, à eux seuls, ne peuvent pas changer mais qui entraîne et accroît d'autres types de dépendance diplomatique, en matière de sécurité, culturelle, psychologique et intellectuelle. Etant donné que l'inégalité actuelle des relations économiques entre les pays puissants et les petits pays diminue de façon si nette la souveraineté de ces derniers, nous nous associons aux autres pays pour lancer un appel en faveur d'un nouvel ordre économique international en tant que moyen réellement efficace d'obtenir cette égalité qui devrait être notre idéal commun.

Cependant, là encore, l'appel en faveur d'un nouvel ordre économique international ne doit pas s'accompagner d'une vaine rhétorique faisant peser la responsabilité de tous les maux des pays en développement sur le monde développé.

M. Barrow (Belize)

Le simple fait de demander des transferts des ressources des riches vers les pauvres tout en s'en prenant aux entreprises multinationales et au protectionnisme du monde développé ne pourra remplacer les propositions réalistes et pleines d'imagination comme celles que le Groupe des 77 devrait présenter. De telles propositions devraient porter essentiellement sur les mesures que les pays en développement eux-mêmes devraient prendre pour libérer leur économie et encourager la croissance, ainsi que sur ce qui est nécessaire pour redresser le déséquilibre du commerce international, réglementer les prix des produits de base et faciliter les transferts de technologies.

Alors que nous essayons d'affirmer notre souveraineté et notre indépendance d'action en tant que pays en développement des Caraïbes dans la région de l'Amérique centrale, nous insistons également sur la nécessité de maintenir la souveraineté et l'autodétermination démocratique des Etats voisins de notre région, en particulier ceux qui sont assiégés ou menacés par d'autres pays.

Mon gouvernement réaffirme son ferme appui à l'égard des efforts poursuivis par les pays du Groupe de Contadora et le Groupe de soutien en vue de trouver un accord négocié au conflit de l'Amérique centrale. Nous sommes convaincus que d'autres pays, qui ont des intérêts et de l'influence dans la région, pourront au mieux faire progresser la cause de la paix, de la sécurité et du développement en Amérique centrale en appuyant le processus de Contadora comme le moyen le plus adapté pour parvenir à une solution au conflit, et nous demandons aux protagonistes de la région de résister aux desseins de ceux qui essaient d'exploiter la situation afin de tirer avantage de la lutte Est-Ouest pour la domination du monde.

Dans le cas du Belize, mon gouvernement est prêt à faire tout ce qu'il peut pour empêcher toute nouvelle tension dans la région en travaillant à éliminer les obstacles qui empêchent le Gouvernement du Guatemala de reconnaître la souveraineté et l'inviolabilité territoriale du Belize.

Les Belizéens se félicitent du retour à un gouvernement civil au Guatemala; ils y voient le signe avant-coureur de la normalisation des relations entre nos deux pays. Nous sommes certains que le climat est maintenant propice à des négociations directes, négociations qui permettront aux deux parties de trouver une solution durable à un problème qui retarde le développement de relations harmonieuses entre deux peuples tout aussi désireux d'une liberté durable.

M. Barrow (Belize)

Sur la base de notre attachement commun à la démocratie, nous lançons un appel au nouveau Gouvernement du Guatemala pour qu'il fasse preuve de souplesse et de réalisme dans les discussions futures avec le Belize. On devrait envisager lors de ces discussions les voies permettant d'arriver à une solution qui reconnaisse l'indépendance du Belize et le droit du Belize à conserver et sauvegarder ses frontières actuelles et constitutionnelles tout en répondant par la même occasion aux préoccupations en matière de sécurité tout à fait légitimes du Guatemala.

Nous sommes encouragés de constater que des efforts sont actuellement faits pour résoudre les problèmes qui existent entre le Guyana, notre pays frère du CARICOM, et son voisin d'Amérique latine, le Venezuela. Avec la communauté des Caraïbes, le Belize encourage ces deux pays à continuer de rechercher une solution pacifique et de coopérer avec le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies pour qu'il s'acquitte du mandat donné par l'Accord de Genève.

Nous constatons également la révision de la Charte de l'Organisation des Etats américains qui est intervenue à Carthagène en décembre dernier. Cette révision prend en compte les réalités contemporaines, reconnaît le principe de l'universalité hémisphérique et offre la possibilité au Belize et au Guyana d'être Membres de l'Organisation à part entière d'ici à 1990. Mon gouvernement saisit l'occasion pour adresser ses félicitations à tous les Etats qui ont encouragé cette révision. Ce faisant, ils ont manifesté leur conviction que le Belize souverain ne peut plus être privé de la place qui lui revient de droit dans la communauté de nations que constitue l'Organisation des Etats américains.

La délégation du Belize est bien consciente que les problèmes du Belize, qu'ils soient nationaux ou internationaux, ainsi que les problèmes de la région, ne peuvent être pris isolément des questions mondiales plus vastes qui ont une incidence sur notre existence dans un monde toujours plus interdépendant.

Nous ne saurions donc rester sourds aux cris de la majorité noire de l'Afrique du Sud et nous joignons notre voix au chœur de la condamnation qui exige que soit mis fin à cette chose odieuse qu'est l'apartheid.

L'apartheid est toujours la politique d'Etat d'Afrique du Sud parce que ceux qui sont en mesure d'influer sur le changement permettent qu'il persiste. L'appel lancé en faveur de sanctions globales contre le régime de Pretoria doit être entendu par tous les pays, en particulier ceux qui ont hésité jusqu'ici à avancer de manière résolue et, plus particulièrement encore, ceux dont les empires économiques

M. Barrow (Belize)

et financiers continuent d'appuyer et de conforter les racistes insensés de l'Afrique du Sud. Le type de diplomatie qui place les considérations de la real-politik au-dessus d'un engagement aux côtés de l'humanité opprimée doit être maintenant rejeté.

En occupant illégalement la Namibie, l'Afrique du Sud continue également d'abuser de la patience de l'opinion mondiale. L'Organisation des Nations Unies a été chargée de s'occuper du sort du peuple namibien il y a maintenant 40 ans et voilà 20 ans que l'Assemblée générale a mis fin au mandat de l'Afrique du Sud sur ce malheureux pays. Cependant, encouragée par ceux dont les politiques continuent de se trouver du mauvais côté de l'histoire, l'Afrique du Sud a toujours trouvé une bonne raison pour défier la communauté internationale et garder la Namibie sous son joug.

Le moment est venu de mettre fin à cette plaisanterie humiliante. La Namibie doit être indépendante et il faut faire place dans cette salle à la délégation de la Namibie indépendante.

Le fait que la situation se dégrade de plus en plus au Moyen-Orient est pour le Belize un sujet de grave préoccupation. Dans la famille des nations, aucune n'a dû lutter plus bravement et avec autant de pugnacité qu'Israël pour son droit à exister en tant qu'Etat. Par conséquent, rares sont ceux qui, mieux qu'Israël, peuvent apprécier l'intensité de la cause palestinienne.

Le problème de la Palestine est au coeur de la crise au Moyen-Orient. Il ne saurait y avoir de victoire ni pour les Arabes ni pour les Israéliens aussi longtemps que le fait central, c'est-à-dire la nécessité pour les Palestiniens d'avoir une patrie, ne sera reconnu, parallèlement au respect du droit d'Israël de vivre dans la paix et la sécurité à l'intérieur de ses propres frontières.

La convocation d'une conférence internationale pour la paix au Moyen-Orient traduit une possibilité de progrès. Il ne faudrait pas mettre de conditions préalables à la tenue d'une telle conférence si l'on ne veut pas qu'elle s'enlise dans les querelles et les manoeuvres préliminaires. Le terrorisme, si dangereux qu'il risque de déclencher une nouvelle guerre au Moyen-Orient, ne saurait en rien contribuer de façon constructive tant à la convocation qu'au succès de cette conférence. Nous nous félicitons par conséquent de la déclaration du Caire, faite le 11 novembre 1985, qui rejette et dénonce le terrorisme.

M. Barrow (Belize)

La situation en Afghanistan est lourde de conséquences dangereuses pour la stabilité de cette région. Depuis plus de quatre ans, des millions d'Afghans ont fui leurs foyers et vivent dans des conditions inhumaines et indignes ou ont perdu la vie à la suite de l'invasion de leur pays. Mon gouvernement lance un appel aux parties concernées pour qu'elles mettent fin au conflit. Tout règlement doit prévoir le retrait des troupes étrangères et garantir le plein respect de l'indépendance, de la souveraineté, de l'intégrité territoriale et du statut de non-aligné de l'Afghanistan.

La situation au Kampuchea continue de retenir l'attention de l'Assemblée générale. Nous demandons à toutes les parties d'accepter la proposition avancée récemment en vue du retrait par étapes des troupes étrangères, de l'instauration d'un cessez-le-feu et de l'organisation d'élections, sous supervision des Nations Unies avec la participation de tous les intéressés. Un règlement plus viable du problème est peu vraisemblable pour l'instant et nous demandons au Viet Nam de manifester son attachement à la paix dans la région en accueillant favorablement cette proposition.

Le Belize conserve l'espoir que le peuple divisé de la Corée sera réuni un jour. Cette réunification exige cependant qu'un dialogue et des négociations s'instaurent entre la Corée du Nord et la Corée du Sud, parties directement concernées. Il importe que la tension et les hostilités entre les deux pays cèdent le pas à la confiance mutuelle et à la réconciliation nationale.

La paix doit également être rétablie entre l'Iran et l'Iraq, Etats non alignés. Leurs peuples ne méritent pas moins.

Le Liban doit cesser d'être le théâtre de combats fratricides et l'objet de manipulation par des éléments extérieurs.

Les habitants des îles Falkland de même que le peuple du Sahara occidental doivent pouvoir exercer leur droit à l'autodétermination.

Le monde continue d'être la proie de conflits régionaux, et pourtant notre sens de l'humanité nous fait aspirer à la paix, une paix de plus en plus illusoire du fait de la prolifération des armes nucléaires et de la menace de leur utilisation. Il n'est que trop évident que la vaste majorité des Etats membres de la communauté internationale n'ont le désir ni de fabriquer ni de posséder des armes nucléaires et d'ailleurs ne sont pas à même de le faire. Pourtant, notre

M. Barrow (Belize)

survie est universellement menacée par la prolifération de ces armes. S'il est vrai que le principe de zones exemptes d'armes nucléaires est généralement accepté et que les petits pays y puisent un certain réconfort, la communauté internationale devrait cependant n'avoir de cesse que les puissances concernées conviennent d'un nouveau concept de sécurité globale qui permettrait de renoncer à l'emploi des armes nucléaires.

A la possibilité d'un holocauste nucléaire et à la prolifération des conflits classiques il faut ajouter une troisième menace à la paix mondiale : la production et le trafic de drogues dangereuses qui, par leurs effets dévastateurs, sont devenus l'équivalent d'une guerre. Le Belize se félicite de tous les efforts consentis pour éliminer les drogues et leurs sources d'approvisionnement, durant leur transit et à leur arrivée à destination. Le problème de la production, du trafic et de l'abus des drogues a atteint un niveau tel qu'il exige des pays en développement qu'ils consacrent une part disproportionnée de leurs ressources économiques et sociales à la limitation de ses effets néfastes. Pour sa part, le Belize a renforcé sa législation nationale, utilisé le pouvoir des tribunaux et des organes chargés de veiller à l'application de la loi et entrepris des programmes destinés à empêcher l'abus des drogues et à accélérer la réadaptation et l'élimination de la production. Seule une action régionale et internationale concertée des pays producteurs, des pays de transit et des pays consommateurs permettra de s'attaquer efficacement à ce problème. Le Belize réaffirme donc son attachement à la coopération bilatérale, régionale et internationale à tous les efforts tentés pour faire face de façon cohérente à cette menace à notre société, notre sécurité et notre raison.

La stabilité internationale exige le respect d'un ordre mondial et de règles fondamentales à la fois pratiques et morales. Le système des Nations Unies et les délibérations de l'Assemblée générale renforcent cet ordre par l'application de ces règles. Chaque problème réglé, chaque conflit évité, chaque vie sauvée grâce à notre présence ici est la preuve que, aussi imparfaite qu'elle soit, notre organisation fonctionne. Le monde ne doit jamais oublier que par ses idéaux, ses pratiques et sa Charte, le système des Nations Unies est un puissant rempart qui empêche l'horrible vision hobbesienne de devenir la réalité centrale des affaires internationales.

La séance est levée à 13 h 5.